



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2968-MARDI 18 JUILLET 2017

DÉGRINGOLADE DU FRANC CONGOLAIS

Le calvaire des ménages se poursuit

Depuis le week-end, le dollar américain a franchi la barre fatidique de 1.600 FC et rien ne semble freiner la dépréciation de la monnaie nationale. En l'espace de deux ans, plus précisément de 2015 à ce jour, le franc congolais a perdu plus de 75 % de sa valeur.

La dépréciation de la monnaie nationale continue à inquiéter les ménages qui ne savent plus à quels saints se vouer. Le dollar américain étant la devise de référence tant pour les transactions financières que pour la fixation des prix des produits importés,

les conséquences sont désastreuses sur l'économie nationale totalement asphyxiée. Les perspectives d'avenir restent difficiles car la RDC est structurellement malade, avec une balance de paiement totalement déséquilibrée.

Page 5



Un étalage au grand marché de Kinshasa



Anatole Kikwa.

OGEFREM

Kikwa laisse un patrimoine de 90 millions de dollars

C'est ce mercredi qu'Anatole Kikwa Mwata Mukambo va officiellement quitter ses fonctions de directeur général de l'Office de gestion du fret multimodal (Ogefrem). Il va laisser la direction de cette entreprise du portefeuille de l'État à son successeur Patient Saiba Ntambwe.

Après près d'une décennie à la tête de cet

office, Anatole Kikwa part la tête haute, léguant une valeur patrimoniale de 90 millions de dollars américains, selon l'estimation faite par le Conseil supérieur du portefeuille. Il s'en va alors qu'il s'apprêtait à lancer les travaux du plus grand projet de l'Ogefrem, celui de la construction d'un port sec à Kasumbalesa dans le Katanga. Page 2

DIVISION 1/PLAY-OFF

V.Club et Mazembe pour le titre

Le titre de la 22e édition du championnat national de football (Division 1) se disputera le 19 juillet au stade TP Mazembe de Kamalondo à Lubumbashi entre les locaux et les visiteurs de V.Club, en match de la 14e journée du Play-Off. V.Club a besoin d'un match nul pour être sacré champion du Congo, étant vainqueur au match-aller par un but à zéro à Kinshasa tandis que les Cor-

beaux n'ont d'autre alternative que de battre les poulains de Florent Ibenge pour remporter le titre. Lors de l'avant-dernière journée, V.Club a battu DCMP par un but à zéro, alors que Mazembe est allé dompter Muungano à Bukavu par trois buts à zéro. Ce classique promet des étincelles au regard des ambitions que nourrissent les deux clubs.

Page 8

MUSIQUE

Le concert d'Héritier Watanabe à l'Olympia fait flop !

Des actions d'une extrême violence perpétrées par des Congolais de la diaspora hostiles au régime de Kinshasa ont eu lieu le 15 juillet aux abords de l'Olympia de Paris où devrait se produire le chanteur Héritier Watanabe. Un communiqué de la préfecture de police de Paris, tombé dans la foulée de la manifestation, a annoncé l'interdiction du concert à la grande satisfaction des combattants. Les autorités parisiennes ont évoqué des « débordements inacceptables » sur la voie publique. La décision du préfet de police Michel Delpuech était sans appel.

Pour sa part, l'Olympia s'est excusée pour cette « annulation administrative » du concert présentant les manifestants comme des « opposants au régime congolais ».

Page 8



EST DE LA RDC

Une localité «stratégique» passe sous contrôle d'une milice

OGEFREM

Kikwa part la tête haute et laisse un patrimoine de 90 millions USD

C'est le mercredi qu'Anatole Kikwa Mwata Mukambo va officiellement quitter ses fonctions de directeur général de l'Office de gestion du fret multimodal (Ogefrem). Il va laisser la direction de cette entreprise du portefeuille de l'État à son successeur, Patient Saiba Ntambwe.

Après près d'une décennie à la tête de cet office, Anatole Kikwa part la tête haute, léguant une valeur patrimoniale de 90 millions de dollars américains (USD), selon l'estimation faite par le Conseil supérieur du portefeuille. Son bilan est simplement élogieux, et fait de l'Ogefrem une référence en matière de gestion et de développement. Tout le monde a voulu être directeur général à l'Ogefrem au regard du travail exceptionnel abattu par Kikwa.

Et il a plu au chef de l'État Joseph Kabila dans son pouvoir discrétionnaire de nommer une nouvelle équipe dirigeante de l'office. Kikwa s'en va, mais ses œuvres le maintiennent dans la mémoire de cette société étatique. Tenez, entre 2011 et 2017, l'Ogefrem s'est doté des sièges à travers le pays, quittant le statut de locataire pour devenir propriétaire de bâtiments qui abritent ses services. Inauguré par le président de la République en 2010, l'immeuble abritant le siège de l'entreprise à Kinshasa est certainement un fleuron des états de services de ce manager dont la compétence et le savoir-faire a apparemment suscité jalousie et aussi calomnie de la part des envieux. L'Ogefrem possède un bâtiment de trois

niveaux à Lubumbashi dans le Grand Katanga, un édifice à deux niveaux construit dans le quartier Labote à Bukavu au Sud-Kivu, avec une vue panoramique sur le lac Kivu. À Matadi dans le Kongo Central, l'Ogefrem dispose d'un bâtiment de deux niveaux qui a été agrandi et modernisé. L'office s'est aussi installé à Lufu à la frontière angolaise et aussi à Kasumbalesa dans le Grand Katanga.

Sous Anatole Kikwa, cette entreprise publique s'est modernisée au niveau des engins avec l'acquisition de deux autogrues ayant la

Cela explique du reste que l'Ogefrem a éprouvé depuis quelque temps des difficultés à s'acquitter de l'impôt, qui s'explique, en plus, au fait que l'Ogefrem est fondateur et membre du Conseil d'administration de la compagnie aérienne Congo Airways. L'office a participé à la hauteur de plus ou moins 4 millions de dollars américains à l'achat des avions de Congo Airways, et aussi en apportant un soutien financier de 2 millions de dollars américains dans le domaine des produits miniers, sur instruction de l'Etat-pro-

2013 à 2015 à la présidence de cette structure continentale. Ses pairs continuent d'affluer à Kinshasa pour s'inspirer de l'exemple de Kikwa et regrettent son départ de la tête de l'Ogefrem, lui qui a remporté à Genève en Suisse devant des chefs d'État et des gouvernements le prix du meilleur Conseil des chargeurs en Afrique et au Moyen-Orient.

Au niveau social, l'Ogefrem est l'une des rares entreprises publiques n'ayant pas d'arriérés de salaire. Le salaire du juin est déjà dans les comptes des agents qui,

signé entre le banc syndical et le banc patronal pour le paiement des arriérés de salaire d'avril, mai et le 13e mois de 2016. Sous son administration à l'Ogefrem, le salaire des agents a été revu à la hausse à hauteur de 30 à 40 %.

Anatole Kikwa s'en va alors qu'il s'appretait à lancer les travaux du plus grand projet de l'Ogefrem, celui de la construction d'un port sec à Kasumbalesa dans le Katanga. Toutes les études de faisabilité ont été faites par Price Water House, alors que les études architecturales ont été menées par le cabinet Beeclou qui a construit l'immeuble du siège de l'Office à Kinshasa.

C'est donc un bilan impressionnant dont il peut s'enorgueillir, ayant réalisé ce qu'aucun autre directeur général avant lui n'avait fait, suscitant de la mauvaise foi de certaines personnes mal intentionnées qui ont usé de l'intox pour médire sur sa personne. Aussi a-t-on entendu parler des détournements des fonds à l'Ogefrem. Fausse rumeur, car après une enquête minutieuse sur la question, l'Inspection générale des finances a transmis au Premier ministre son rapport de contrôle qui innocentait totalement Anatole Kikwa. Ce dernier part ainsi la conscience totalement tranquille, et surtout avec le sentiment d'un devoir accompli, ayant reçu moult mots d'encouragements de partout dans le monde. C'est certain que ce cadre compétent et généreux du camp présidentiel ne restera pas longtemps au repos.

Martin Engimo



Anatole Kikwa

capacité de 45 tonnes, des camions remorques et élévateurs pour le désengorgement du Port de Matadi. Kikwa a réussi toutes ces réalisations dans une conjoncture économique pourtant difficile, avec une baisse drastique des importations.

propriétaire de l'entreprise. Anatole Kikwa a, de manière fracassante, fait une entrée à la présidence de l'Union des Conseils des chargeurs africains, permettant un rayonnement de l'Ogefrem et de la RDC sur le plan africain. Le pays a siégé de

tous, allaient être payés si une mesure arbitraire n'avait pas été prise pour bloquer le paiement. Dans quel but ? La direction générale de l'Ogefrem a été même en avance par rapport aux dates indicatives convenues dans le protocole d'accord

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Engimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

KASAÏ

Le HCR « profondément préoccupé » par la poursuite des déplacements des civils

L'institution onusienne estime à plus de 1,3 million le nombre de personnes déplacées dans cette région de la RDC.

Le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit profondément préoccupé par la poursuite des violences et des déplacements de civils dans la région du Kasai, en RDC.

L'institution onusienne a noté que ce conflit qui sévit dans cette partie de la RDC depuis 2016 prend une plus grande ampleur. Elle estime à plus de 1,3 million le nombre de personnes déplacées dans cette région. À en croire le HCR, lors de récentes missions effectuées au Kwilu et au Lualaba, deux

provinces limitrophes du Kasai, son équipe a rencontré de nouveaux déplacés récemment arrivés dans un état extrêmement vulnérable. « *Beaucoup ont déclaré qu'ils ont passé des semaines à fuir dans la forêt dense sans nourriture, eau, médicaments ou vêtements et qu'ils ont vu des gens mourir sur le chemin, y compris des femmes et des enfants* », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, dans un point de presse tenu le 14 juillet à Genève.

Selon cette institution, des civils blessés ou mutilés par des coups de machette et par balle font partie des nouveaux déplacés arrivés dans un état de grande vulnérabilité. « *Beaucoup de nouveaux arrivants*

montrent des signes de traumatismes profonds après avoir vécu ou été témoins d'atrocités, dans une situation où aucun soutien psychosocial n'est disponible », a précisé ce personnel du HCR.

Renforcement de dispositifs

Pour faire face à ces déplacements en cours et des besoins croissants, le HCR affirme renforcer sa réponse sur le terrain. L'institution s'appuie, a-t-elle rassuré, sur son leadership en matière de protection et aux interventions opérationnelles. « *Nous travaillons étroitement avec des organisations partenaires nationales dans cinq provinces touchées par le déplacement, avec plus de 267 000 repas chauds distribués tous les jours* », a indiqué

William Spindler, qui a noté que le HCR commencera également, dans les tout prochains jours, à une première distribution d'articles ménagers de première nécessité à environ 20 000 personnes vulnérables dans la province de Lualaba. L'octroi d'une aide et d'une protection aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, a souligné le porte-parole du HCR, est un énorme défi, compte tenu de la taille de la zone touchée.

Ce conflit, qui a commencé en 2016 entre un chef traditionnel local - Kamuina Nsapu - et les autorités de l'État, prend, selon le HCR, une ampleur inquiétante avec l'apparition d'autres groupes armés qui commettent de graves atteintes aux droits de l'Homme contre des civils.

Le HCR a noté que les risques d'abus et d'exploitation sexuels rendent la situation particulièrement inquiétante. À l'en croire, beaucoup d'enfants et de femmes ont fui par eux-mêmes et que certains mineurs non accompagnés ne disposent pas d'un régime de prise en charge approprié. « *La majorité des personnes déplacées sont hébergées par les communautés d'accueil, malgré les ressources limitées. Beaucoup vivent également dans des bâtiments abandonnés, des cliniques, des écoles ou des mosquées* », a précisé le porte-parole du HCR, qui a également souligné que beaucoup de parents étaient inquiets de l'arrêt de la scolarisation de leurs enfants.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

La RDC a validé le protocole de recherche d'essai vaccinal contre Ébola



La mise en place d'un vaccin contre Ébola permettra de prévenir cette maladie grave

« *La RDC a été reconnue premier pays à accepter et à valider le protocole de recherche d'essai vaccinal contre la maladie à virus Ébola* », a déclaré le représentant régional de l'épicentre pour l'Afrique, Yap Boum au cours de la table ronde dédiée à l'utilisation du vaccin R23-ZEBOV en RDC en phase clinique en cas de justification épidémiologique.

Organisée conjointement par le ministère de la Santé et l'ONG Médecins sans frontières-Épicentre (MSF/Épicentre), cette table ronde qui a notamment mis en présence les experts du ministère de la Santé et les partenaires se voulait un cadre d'échange entre les différents participants pour discuter sur la mise en place d'essai vaccinal de la maladie à virus Ébola.

Dans la lutte contre Ébola, la RDC a eu à gérer huit épidémies et leur gestion n'a jamais dépassé trois mois à la suite de l'utilisation des méthodes de santé

publique. La dernière épidémie en date est celle survenue dans la zone de santé de Likati dans la province du Bas-Uélé. Avec cette expérience dans la riposte contre cette maladie, fait savoir le directeur de la direction de la lutte contre la maladie, le Dr Benoît Kebela, la RDC « *se veut un centre d'excellence pour la prise en charge de la gestion de la maladie à virus Ébola* ».

L'intervention de santé publique et de vaccin, a-t-il poursuivi, « *peut nous aider dans la gestion de la lutte contre Ébola. Pour bien gérer Ébola, il faut avoir une bonne surveillance qui permet la détection précoce des cas qui favorise une riposte rapide. L'exemple de l'épidémie à Likati en est une preuve* ».

À en croire le Dr Benoît Kebela cité par l'agence congolaise de presse, ce forum était une occasion d'échange d'expérience qui peut nous permettre d'avoir un instrument qui définit les méca-

nismes de prise en charge rapide en cas d'une nouvelle épidémie d'Ébola. Il faut, dans une étape prochaine sur la mise sur pied d'un comité de pilotage par le ministre de la Santé, réunir tous les éléments devant produire un plan de contingence impliquant tous les secteurs en cas d'une nouvelle épidémie.

Pour sa part, l'expert Ébola au MSF, Luis Encinas, pense que la RDC a une carte à jouer et qu'elle peut devenir demain un centre d'excellence susceptible d'attirer des gens en provenance de l'extérieur pour se former sur le traitement d'Ébola. « *C'est une opportunité pour la RDC et pour toute l'Afrique de mettre en place un centre d'excellence pour la prise en charge de la gestion d'Ébola, doté des capacités de formation, des personnels congolais et africains qualifiés, et des laboratoires capables de faire des tests* », a-t-il indiqué.

Aline Nzuzi

IRDH

Formation des leaders d'opinions à l'usage responsable et stratégique des médias sociaux

Cette session tenue sur le thème « Nouveaux médias au service de la démocratie » vise non seulement l'apprentissage des nouvelles technologies de communication et de l'information au grand public mais également la promotion et la protection des droits humains.

L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) ouvre la formation à l'usage stratégique et responsable de Twitter, Facebook, LinkedIn, WhatsApp et YouTube. Cette formation vise, note cette structure, des leaders d'opinion et de promotion des droits de la femme. Dans son bulletin électronique du week-end, l'IRDH motive cette session de formation par le constat selon lequel des leaders d'opinions dissidentes ne savent plus communiquer aisément par les médias traditionnels. Et beaucoup de ceux qui sont en ligne se livrent aux fake news et atteintes aux droits des tiers. Pour cet institut, l'apprentissage des nouvelles technologies de communication et de l'information au grand public faciliterait aisément la promotion et la protection des droits humains. « *Les Médias sociaux et les réseaux sociaux sont devenus incontournables dans la vie quotidienne moderne* », a souligné l'IRDH.

Exercice et jouissance de droits et libertés fondamentaux l'IRDH, note-t-on, milite pour « *une société congolaise juste et digne d'une vie humaine dans laquelle les personnes exercent et jouissent de leurs droits et libertés fondamentaux* ». Il défend la liberté d'expression d'opinions diverses qui ne sont pas néces-

sairement les siennes. « *En effet, les droits et libertés d'opinion, d'expression, de conscience, de pensée, de manifestation pacifique, de réunion ainsi que le droit à l'information sont mis à rude épreuve. Les médias publics sont réservés à l'opinion du régime en place, les médias confessionnels sont réservés aux croyants et ceux dits commerciaux exigent des paiements. Cet état de chose bloque la liberté d'expression* », a expliqué l'IRDH qui note que le contexte politique actuel amène à réfléchir sur trois questions fondamentales. Il s'agit, selon l'IRDH, du Pourquoi promouvoir les droits humains ? Comment le faire ? Et Quel en serait le contenu ?

L'IRDH dit se fonder sur la poursuite de la vision d'une société congolaise juste et digne. « *Un État où les trois pouvoirs traditionnels sont partagés entre des institutions prévalant sur des individus et fonctionnant sur la base d'une Constitution respectée par tous* », a noté cet institut. Il conviendrait donc, dans cette session de formation, de bien articuler les questions relatives aux droits humains, en rapport avec le contexte local. Le respect des droits civils et politiques constituant le gage de la bonne gouvernance politique, économique et sociale, alors que leur abus affecte l'exercice et la jouissance.

L'IRDH a donc ouvert ses portes aux leaders d'opinions, sans distinction aucune, à cet apprentissage de l'usage stratégique, intensif et responsable des médias sociaux et la création des réseaux.

L.D.

INTERVIEW. NICOLE SULU

« *Le Makutano se veut une autre porte d'entrée en RDC* »

Nicole Sulu est la fondatrice et la présidente du réseau d'affaires « Makutano » qui est également un grand rendez-vous économique mettant en connexion les acteurs de l'innovation et du progrès social congolais. La troisième édition de cet événement se tiendra à Kinshasa du 14 au 16 septembre prochain. Nicole Sulu était de passage à Paris en vue de sensibiliser la diaspora à prendre part à cette prochaine édition.

Le Courrier de Kinshasa : Quelle est aujourd'hui l'envergure du réseau Makutano ?

Nicole Sulu : le réseau compte aujourd'hui 400 membres dont plus de 250 actifs et qui s'investissent réellement dans chaque événement. Sur une année, nous avons organisé plus de six événements : déjeuner-conférence, dîner-débat, présence à la semaine française, etc. C'est très intéressant de voir que tous ces membres répondent présents. Et on espère en avoir en plus à chaque fois.

LCK : Comment évaluez-vous vos échanges avec la diaspora congolaise de Paris lors de la présentation du Makutano ?

NS : Nous sommes très contents de l'organisation de Paris. La mobilisation a été grande. Cela nous rassure et nous conforte dans l'idée que nous sommes sur la bonne voie, sinon on n'aurait pas eu un si bel accueil, avec beaucoup d'entrepreneurs et beaucoup de projets pour la RDC. Et on espère que par ces quelques mots que ce déplacement et ces échanges aussi, on a pu convaincre certains de miser sur la RDC. Il faut absolument faire ce pari de la RDC, il faut oser la RDC.

LCK : Vous vous êtes rendue dans plusieurs villes pour parler du Makutano, Paris, Bruxelles, Genève, Dubaï, etc. Sensibilisez-vous uniquement les membres de la diaspora congolaise ou également les entrepreneurs d'autres pays ?

NS : Nous sensibilisons ceux qui ont un projet en RDC, ceux qui



Nicole Sulu

On se veut une autre porte d'entrée en RDC. Il faut que des

car ce ne sont pas seulement les Congolais qui peuvent le faire. On veut rassurer par notre présence et démontrer que l'on fait de notre mieux pour connecter les hommes d'affaires, trouver des synergies intéressantes et offrir un espace d'échanges à des partenaires potentiels. Ils auront ainsi à leur disposition une plate-forme en RDC où ils peuvent rencontrer les entrepreneurs qui évoluent sur place et discuter des projets.

LCK : À quel niveau se trouve actuellement l'organisation de la troisième édition de Makutano ? Combien de participants sont-ils attendus ?

NS : Nous attendons 350 personnes et ça va vite cette année. Nous sommes très contents de

constater que les gens s'inscrivent plus tôt pour cette édition. On pourrait accepter 400 participants au maximum car les sites ne nous permettent pas d'en accueillir plus. Nous sommes dans la dernière ligne droite.

LCK : Quel est le profil des entrepreneurs qui se sont inscrits ?

NS : Nous aurons de belles délégations en provenance de Brazzaville, du Cameroun, du Gabon, de Paris, de Bruxelles, de Dubaï du Canada, des États-Unis. Ce sont des chefs d'entreprises. Nous essayons d'ouvrir les portes, le plus largement possible, pour des opportunités d'affaires en RDC.

LCK : Quelle sera la spécificité de cette troisième édition ?

NS : Le Makutano est un réseau qui monte en puissance, en témoigne son évolution ces deux dernières années. La troisième édition aura comme thème « L'industrialisation ». On veut parler d'une industrialisation de transformation avec une valeur ajoutée. C'est un passage obligé notamment dans le secteur de l'agriculture, si on veut voir la RDC se transformer rapidement.

LCK : Le célèbre homme d'affaires nigérian Tony Elumelu est le parrain de cette troisième édition. Sera-t-il présent à Kinshasa ?

NS : Il ne sera pas présent à cette édition. Mais il a eu un coup de foudre pour le Makutano et c'est pourquoi il a décidé de parrainer cette troisième édition qu'il suit de près. Il est tombé amoureux de ce réseau qu'il suit et qu'il soutient. Son parrainage permet de donner également une ouverture à la RDC. Il dispose d'une Fondation qui offre un soutien aux jeunes entrepreneurs. Cela nous a permis notamment de sensibiliser et certainement d'avoir plus d'accès pour les Congolais. Le but du Makutano est aussi d'amener les Congolais le plus loin possible. La Fondation de Tony Elumelu réalise un excellent travail. Et le nombre de Congolais qui devraient bénéficier du travail de cette Fondation pourrait être plus élevé.

LCK : l'évènement de Paris, où vous avez présenté le réseau Makutano à la diaspora, a été rehaussé notamment par la présence du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, She Okitundu, et par l'ambassadeur de la RDC en France, Christain Atoki

Ileka. Le réseau Makutano est apolitique, mais quelle relation entretenez-vous avec les autorités politiques.

NS : c'est une excellente question car il faut vraiment faire la part des choses. Il faut qu'on arrive à dépasser ce débat et à penser au pays dans le sens de l'État. On paye les impôts pas parce qu'on aime ou on n'aime pas, mais c'est parce qu'il faut les payer. On se procure les passeports au ministère des Affaires étrangères. À ce moment-là, on ne se pose pas la question de savoir si c'est politique ou pas. L'ambassade est reconnue comme étant la représentation diplomatique officielle de la RDC en France. Cette présence crédibilise le réseau. Cela ne veut pas dire que l'on est d'un camp ou d'un autre. Le but des hommes d'affaires est aussi de travailler avec les politiques et de s'inscrire dans une continuité. Ce sont des hommes d'État et il y aura une continuité. Il ne faut pas tout politiser car cela nous freine dans beaucoup de choses. Les hommes politiques ont leur part et nous avons la nôtre. Notre rôle de contrepois économique permet d'avoir des échanges intéressants.

LCK : Que répondez-vous à ceux qui disent que participez au Makutano coûte très cher et que cela exclut une catégorie d'entrepreneurs ?

NS : c'est vraiment une frustration que je comprends. Néanmoins, les frais que nous demandons couvrent tout : le réseau mis à votre disposition, les repas, l'accès aux sites, etc. Et en RDC, les prix ne sont pas donnés... Ce sont des factures que nous devons honorer auprès de nos partenaires. Mais un chef d'entreprise doit comprendre cela car c'est aussi un investissement. Quand, pendant ou après l'évènement, on bénéficie de bonnes opportunités d'affaires et qu'on signe des contrats de partenariats qui s'évaluent à plusieurs milliers de dollars, le montant investi pour assister au Makutano pourrait paraître dérisoire. Le montant que nous demandons équivaut presque au prix d'une paire de chaussures ou encore est moins élevé que le prix d'un billet d'avion en classe économique. Une entreprise entraîne des investissements dans le matériel, dans l'humain, dans le réseau. Un business sans réseau aura du mal à se développer. On ne peut pas être un homme d'affaires sans un réseau réellement soutenu.

Patrick Ndongidi

Nous aurons de belles délégations en provenance de Brazzaville, du Cameroun, du Gabon, de Paris, de Bruxelles, de Dubaï du Canada, des États-Unis. Ce sont des chefs d'entreprises. Nous essayons d'ouvrir les portes, le plus largement possible, pour des opportunités d'affaires en RDC.

sont intéressés par la RDC et qui ne connaissent peut-être pas très bien les interlocuteurs ou éventuels partenaires sur place.

investisseurs viennent en RDC, il faut développer l'industrie, créer des emplois et il faut créer de l'emploi avec tout le monde

EPSP

Gaston Musemena échange avec une délégation de la Banque mondiale

L'entrevue entre le ministre et la délégation conduite par le directeur des opérations en RDC, Ahmadou Moustapha Ndiaye, a permis notamment d'évaluer les projets financés par l'Institut de Bretton Woods en faveur du développement de la RDC.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena Bongala, a échangé le 17 juillet, dans son cabinet de travail, avec une délégation de la Banque mondiale (BM) conduite par son directeur des opérations en RDC, Ahmadou Moustapha Ndiaye.

Cet échange a permis de faire le suivi des programmes de cette institution de Bretton Woods dans le domaine de l'éducation. Ahmadou Moustapha Ndiaye a évoqué quatre projets dont le Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (PEQPESU) et du Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation au niveau primaire (Paque).

Le directeur des opérations de la BM en RDC a également



Le ministre Gaston Musemena et ses interlocuteurs

profité de cette occasion pour saluer la signature par le président de la République de l'Ordonnance de mise en vigueur du Paque financé à hauteur de 100 millions de dollars américains par le Partenariat mon-

dial pour l'éducation (PME). Ce projet, note-t-on, vise entre autres la valorisation de la profession enseignante à travers les instituts de formation des maîtres et la création d'une Cellule d'évaluation des acquis

scolaires. Ici, il est question de s'assurer que les enfants ont la maîtrise de l'écriture et de la lecture avant la fin de leur cycle primaire.

Le PEQPESU, financé par la BM pour un montant de 200

millions de dollars américains, est le premier projet mené au niveau secondaire. Il couvre aussi l'enseignement technique et professionnel ainsi que l'enseignement supérieur et universitaire.

Le PEQPESU met un accent sur les apprentissages des sciences et des mathématiques au niveau secondaire.

Le ministre Gaston Musemena, qui a apprécié l'engagement de la BM et des autres partenaires techniques et financiers dans le redressement du secteur éducatif en RDC, a plaidé auprès de ses interlocuteurs pour des interventions dans la mesure du possible dans la reconstruction des infrastructures scolaires détruites principalement dans l'espace Kasai. Ce soutien, rappelle-t-on, viendrait en appui aux efforts déjà déployés par le gouvernement de la République. « Cette remise état des écoles détruites par les miliciens de Kamwina Nsapu va à coup sûr ramener de nombreux enfants dans le circuit scolaire et ainsi éviter l'abandon scolaire dans cette partie du pays », a noté le ministre de l'EPSP.

Lucien Dianzenza

DÉGRINGOLADE DU FRANC CONGOLAIS

Le calvaire des ménages se poursuit pour la deuxième année consécutive

Le 17 juillet, plusieurs Kinois se sont regroupés devant le tableau d'affichage d'un bureau de change du centre-ville (non loin de la société Orgaman) pour s'informer sur l'évolution du taux de change. Depuis le week-end, le dollar américain a franchi la barre fatidique de 1 600 FC et rien ne semble freiner la dépréciation de la monnaie nationale. En l'espace de deux ans, plus précisément de 2015 à ce jour, le franc congolais a perdu plus de 75 % de sa valeur.

« Continuez à faire monter le taux comme vous le faites, même jusqu'à 2 000 FC le dollar si vous le voulez », a dit un passant énervé à un cambiste. La dépréciation de la monnaie nationale continue à inquiéter les ménages qui ne savent plus à quels saints se vouer. Entre 2015 et 2016, le taux est passé de 945 à 1 650 francs congolais le dollar américain, soit plus de 75 % de dépréciation. C'est la plus forte dépréciation enregistrée par la monnaie nationale au cours des dix dernières années. Les effets se font ressentir sur le pouvoir d'achat sous pression depuis fin 2015. Le dollar américain étant la devise de référence tant pour les transactions financières que pour la fixation des prix des produits importés, les conséquences sont désastreuses sur l'économie nationale totalement asphyxiée. Il faut rappeler que le dollar américain a commencé à s'imposer dans les échanges

commerciaux à la suite de la forte inflation des décennies 80 et 90. Les Congolais ont senti le besoin de se tourner vers une monnaie stable notamment pour thésauriser. Avec des politiques monétaires plus prudentes, il y a eu une période de stabilité macro-économique entre 2003 et 2015. Par ailleurs, la RDC a profité d'une montée des cours mondiaux des matières premières. Puis il y a eu le couac au second semestre 2015. Il s'agit d'un début de rupture de la stabilité qui va finalement s'aggraver au fil des semaines et des mois jusqu'à contraindre le pays à renouer avec l'inflation. Nous le disions dans nos dernières livraisons, il y a eu plusieurs interventions de la Banque centrale du Congo sans réel impact sur le cycle de dépréciation.

Bien entendu, le spectre des hyperinflation passées commence de nouveau à empoisonner la vie des Congolais qui

disent craindre l'avenir à cause de l'incertitude économique et de l'imbricatio politique. Avec la nouvelle pression qui s'exerce sur le cadre macro-économique, les ménages ont perdu une part importante de leur pouvoir d'achat. C'est le cas pour les fonctionnaires et autres agents de l'État. D'ailleurs, une grogne couve actuellement au sein de l'administration publique à cause du taux jugé irréaliste appliqué par le gouvernement dans la paie des salaires.

Les perspectives d'avenir restent difficiles car la RDC est structurellement malade, avec une balance de paiement totalement déséquilibrée. En effet, le pays importe plus qu'il n'exporte ses biens et services. Cela veut dire que la RDC ne peut espérer gagner des devises étrangères grâce à ses exportations. Au contraire, elle en cherche constamment. Par conséquent, les entreprises importatrices doivent trouver des dollars sur le marché de change en échange de leurs francs congolais.

À la fin, la monnaie nationale en situation de prédominance sur le marché de change continue sa pénible descente aux enfers.

Laurent Essolomwa

TRAFIC FLUVIAL

27 morts et 54 disparus dans un naufrage sur la rivière Kasai

Vingt-sept personnes sont mortes et cinquante-quatre sont portées disparues dans le naufrage d'une embarcation sur la rivière Kasai, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo, et la majorité des victimes sont des élèves qui partaient en vacances, a annoncé dimanche un responsable local.

« Après des vérifications rigoureuses, nous affirmons à ce stade qu'il y a eu 27 morts et 54 disparus dans le naufrage de la baleinière (pirogue motorisée) qui a chaviré dans la nuit de jeudi à vendredi sur la rivière Kasai » au niveau d'Idiofa, a déclaré à l'AFP l'administrateur du territoire d'Idiofa, Jacques Mbila. « La surcharge et l'état d'ivresse des conducteurs sont les principales causes de ce naufrage », a ajouté M. Mbila. « Les victimes sont, en majorité, des élèves qui se rendaient en vacances ». « J'ai pu identifier deux religieuses parmi les 27 corps qui ont été enterrés samedi à Idiofa », a déclaré Nelly Mafuta, journaliste d'une radio locale qui a couvert cet accident. Le curé de la cathédrale d'Idiofa a déclaré, pour sa part, « avoir célébré une messe en mémoire de 27 personnes tuées dans ce naufrage ». Jeudi matin, l'embarcation avait quitté Dibaya, dans la province agitée du Kasai-central, avec pour destination finale Ilebo, dans l'autre province agitée du centre de la RDC, le Kasai. C'est au détour de la rivière Kasai vers le territoire d'Idiofa, dans la province d'Inongo, plus à l'ouest, que l'accident a eu lieu.

Le transport fluvial est l'un des plus usités en RDC, qui dispose de nombreux cours d'eau - le plus important étant le Congo long de 4.700 km, suivi de son affluent, la rivière Kasai, longue de 2.361 km - et lacs. La rivière Kasai traverse les provinces du Kasai-central, Inongo et Kasai. Les naufrages sont fréquents sur les cours d'eau de la RDC, le plus souvent en raison de la surcharge des embarcations. Les causes des accidents proviennent aussi du mauvais balisage des voies navigables, de l'absence de signalisation des bateaux et de l'inexpérience des pilotes. La plupart des embarcations ne respectent aucune condition de sécurité (gilets, bouées de sauvetages, signalisations lumineuses).

AFP

INTERVIEW. ÉRIC NICE

« Claudia est le titre référence de ma rumba-zouk »

Ce titre est le tube du chanteur de rumba-zouk connu au-delà de la RDC. Dans la musique depuis qu'il était bien jeune, voilà 15 ans aujourd'hui depuis qu'il s'y est mis, il avait coutume d'écrire et de composer pour d'autres artistes avant de se lancer dans la carrière musicale dont il a donné une belle esquisse lors de sa prestation à la clôture du Festival international de la rumba et de l'élégance (Fire) le 1er juillet. En passe de sortir son premier album, il projette de livrer plusieurs concerts improvisés à Kinshasa, quitte à mieux vulgariser sa rumba-zouk et son répertoire.

Le Courrier de Kinshasa : Comment pourrait-on présenter Éric Nice à nos lecteurs ?

Éric Nice : Éric Nice est un artiste africain. Un artiste avec un grand A qui évolue dans le monde de l'art en tant que chanteur, compositeur, auteur et des fois dans la direction musicale. Je fais aussi un peu de management des artistes et des projets.

LCK : Ce que vous ne dites pas c'est que vous abordez un style musical assez particulier dont vous seriez le promoteur. Pourriez-vous nous fixer là-dessus et en parler ?

EN : Nous essayons de mettre en place la rumba-zouk. Ce style est un mélange comme le dit son nom, de rumba et de zouk. J'aimerais bien dire que j'en suis le promoteur mais ce n'est pas le cas parce que je crois que des gens s'y sont essayés avant moi. Mais nous avons opté pour ce style après le constat que le tempo et la thématique du zouk allaient de pair avec celui de la rumba. Aussi avons nous-tenté l'exercice de les mettre ensemble et nous avons remar-



Éric Nice sur la scène de Fire

qué que ça collait bien de sorte qu'Éric Nice est aujourd'hui un chanteur de rumba-zouk avec

son groupe Credo.

LCK : Avez-vous déjà un petit répertoire, des titres sortis ?

EN : Oui, bien sûr ! Nous avons lancé le premier mini-album avec Que diras-tu ?, Elle a tout dit et Que dirais-je ? Il a très

sa, Libreville et au Cameroun, la chanson a très bien tourné. Au bout du compte, je dirais que Claudia est le titre référence de ma rumba-zouk. L'on n'y retrouve tous les codes du zouk et de la musique rumba que ce soit au niveau du rythme ou celui des paroles, ce que l'on

à l'idée de débarquer à l'improviste à un endroit où nous trouvons des gens regroupés et nous allons sans prévenir nous mettre à jouer de la musique. Nous comptons surprendre les gens dans les quartiers sans nous annoncer la question de redonner un peu de joie aux Ki-

bien fonctionné. Puis, nous avons sorti Claudia qui a eu un succès en Afrique centrale. Dans un mois, nous allons lancer le premier album, D'hier à aujourd'hui avec 9 titres. Cet opus sera 100% rumba-zouk. Le précédent était plutôt très zouk, mais à présent, nous avons trouvé l'ingrédient qu'il fallait pour faire ressortir comme il se doit ce nouveau style.

LCK : Pourriez-vous nous dire un peu plus sur Claudia, ce titre qui a eu du succès en Afrique centrale ?

EN : Claudia est un hommage rendu à Claudia Sassou de Brazzaville. Elle renferme une métaphore superbe au niveau du texte où il est question d'un homme qui parle à une amie chère. Il lui dit, tu es de cette rive et moi de l'autre ; tu as une autre vie, moi j'en ai une autre. Il est pratiquement impossible que nous nous retrouvions ensemble mais c'est possible que je vole, je flotte vers toi. C'est possible que j'inite le vent pour te rejoindre. C'est ce qu'il y a à dire au niveau de la thématique, je trouve que c'est assez fort. Et au niveau de la rythmique, nous avons utilisé des guitares à la Luambo et Madilu, ce qui nous ramène à la touche rumba. Et donc dès que nous avons lancé Claudia, à Brazzaville, Kinsha-

ya raconte.

LCK : Vous arrive-t-il de vous produire sur des scènes kinoïses ?

EN : Oui, je joue beaucoup. Déjà qu'avec mon orchestre, le Credo Music, nous nous produisons chaque week-end au Wido Bar, à Gombe, ici à Kinshasa. Mais ce n'est pas tout. Nous avons beaucoup bougé. Nous avons participé à plusieurs événements et festivals à l'instar de Fire, le Festival international de la rumba et de l'élégance, le 1er juillet dernier à la Place du 30 juin. C'est vrai que nous revenons sur scène après une année consacrée à la préparation de l'album maintenant qu'il est fini et au point, nous prévoyons de beaucoup tourner. Nous avons pris ce temps de préparation parce qu'il nous importait beaucoup que les codes techniques de la rumba soient repris dans notre musique, notamment les sections instruments à vent et guitare. Nous tenions à ce que l'on sente qu'il y a du lourd sur la scène, il fallait donc bien préparer tous ces aspects musicaux. Très bientôt, nous pensons à jouer plus d'une fois la semaine à travers un concept que nous allons lancer. Je ne sais pas si l'on devrait appeler cela débarquement ou quelque chose du genre. Car nous avons

nois qui semblent vraiment en avoir besoin en ce moment.

LCK : Depuis quand au juste avez-vous lancé la rumba-zouk et quel a été le premier titre composé sur ce style ?

EN : Cela va faire quatre ans que nous avons lancé le premier titre où nous avons senti que la teneur rumba-zouk était au point. Cela remonte à 2013 avec Claudia.

LCK : Hormis votre voix, jouez-vous d'un instrument ?

EN : Oui ! Dieu m'a fait grâce de sorte que j'expérimente un drôle de phénomène dans ma vie : « À chaque fois que je touche à un instrument, je parviens à y jouer le quart d'heure qui suit ». Ainsi donc, je fais de la guitare, de la batterie, de la percussion, je joue du piano et de la flûte. Et maintenant, j'attends de prendre un saxophone en main pour voir si je parviendrais à y jouer. Dieu m'a fait grâce parce que j'ai ce talent assez particulier. L'on ne m'apprend pas à jouer d'un instrument. Il suffit que je le manie pendant deux heures pour qu'après je sois en mesure de le jouer convenablement.

Propos recueillis par

Nioni Masela

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO
Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SERIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE
Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET
Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@iabc-congo.com

514, Boulevard Denis Sassou Nguesso
Brazzaville - République du Congo

EST DE LA RDC

Une localité «stratégique» passe sous contrôle d'une milice

Une milice locale a pris samedi le contrôle d'une localité qui ravitaille en denrées alimentaires le grand centre commercial de Butembo, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source militaire.

Située à plus de 60 km de Butembo, la localité de Kipese «approvisionne en pommes de terre» les habitants de Butembo, l'un de plus importants centres commerciaux de l'Est. «Les Mai-Mai Mazembe ont

civils comme bouclier humain», a déclaré à l'AFP le lieutenant Jules Tshikudi, un des porte-parole de l'armée dans la région.

«Il y a eu des blessés de part et d'autres. Nous nous organisons pour reprendre le contrôle de cette localité stratégique», a ajouté l'officier, sans préciser s'il y a eu des morts parmi les belligérants ou les civils. «Il n'y a pas d'affrontements en ce moment». Kipese est aussi considérée comme la porte d'entrée de Lubero-centre, le chef-

lieu du territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu. Butembo et Beni, majoritairement habités par des Nande, sont des villes jumelles dont l'activité principale et le commerce avec l'océan Indien. Depuis octobre 2014, des massacres à répétition attribués à des rebelles musulmans ougandais de l'ADF (Alliance des forces démocratiques alliées) ont été enregistrés.

Depuis mi-juin, plusieurs groupes Mai-Mai tentent de contrôler des localités stratégiques de l'est de la RDC, affrontant l'armée régulière avec des armes lourdes et légères, selon les autorités locales et l'armée. Les Mai-Mai sont des groupes «d'autodéfense» constitués sur une base essentiellement ethnique. Pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), nombre de ces groupes ont été armés par le pouvoir pour combattre les envahisseurs ougandais ou rwandais. Certains n'ont jamais désarmé. L'est congolais, constellé de groupes armés nationaux et étrangers, est déchiré par plus de vingt ans de conflits armés, alimentés par des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

AFP



Des miliciens Mai-Mai patrouillant à Fizi dans le Sud-Kivu

attaqué la position des Fardc (Forces armées de la RDC) à Kipese tôt ce samedi matin. Nous avons décroché pour éviter des dégâts collatéraux parce qu'ils se servent des

lieu du territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu. Butembo et Beni, majoritairement habités par des Nande, sont des villes jumelles

VIH-SIDA

Les jeunes de Kinshasa-Kingabwa sensibilisés au fleau

L'ONG Centre médical Amour du prochain a organisé le week-end dernier au quartier Kingabwa, dans la commune de Limete, une journée portes ouvertes à l'intention des jeunes.

Il a été question de créer un dialogue, instaurer un échange d'informations avec les humanitaires autour de l'amélioration du cadre de vie. Les jeunes membres du Réseau des associations des personnes vivants avec le VIH-sida ont profité de cette journée pour lancer un appel aux jeunes du quartier Kingabwa à se mobiliser pour vaincre cette maladie d'ici 2030 en RDC par la sensibilisation, le dépistage volontaire et le traitement. Selon cette structure, la population de cette partie de la commune de Limete est confrontée aux problèmes d'accès aux services sociaux de base et de santé de qualité. L'enclavement et la pauvreté de la population qui habite le bord du fleuve Congo sont la cause de grossesses indésirables et la propagation du VIH-sida parmi les jeunes, a-t-on indiqué. Le président du Centre médical Amour du prochain, Michel Lungidi, a expliqué que cette rencontre a permis un partage d'informations pour une recherche de solutions aux problèmes d'existence et de santé auxquels sont confrontés les habitants. Il fallait mettre face à

face les humanitaires et la population de Kingabwa pour un échange devant aboutir à la transformation de la société, a-t-il souligné, avant de présenter les multiples difficultés dans son centre médical qui fonctionne avec l'objectif de satisfaire les besoins de santé des habitants de Kingabwa. Les délégués du Programme national multisectoriel de lutte contre le sida (PNMLS), de la Fondation Blaser, du Centre national de transfusion sanguine et autres ont promis d'apporter leurs appuis aux initiatives de cette structure. D'après l'OMS, on compte cinq millions de jeunes vivant avec le VIH dans le monde. Chez les jeunes, le risque de contracter l'infection à VIH est étroitement lié à l'âge des premières relations sexuelles. L'abstinence et le report des premières relations sexuelles figurent parmi les principaux objectifs des efforts de prévention du VIH chez les jeunes. Pour les jeunes qui sont sexuellement actifs, il est indispensable de réduire le nombre de partenaires sexuels et d'accroître l'accès à des services complets de prévention, ainsi que l'utilisation de ces services, notamment l'éducation à la prévention du VIH-sida et la fourniture de préservatifs. Le VIH-sida constitue un point d'entrée important pour les travaux de l'OMS auprès des jeunes.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CONCERT DE L'OLYMPIA ANNULÉ

Les combattants font taire Héritier Watanabe !

Des actions d'une extrême violence perpétrées par des Congolais de la diaspora hostiles au régime de Kinshasa ont eu lieu, le 15 juillet, aux abords de l'Olympia de Paris où devrait se produire le chanteur Héritier Watanabe.

Les choses se gâtent de plus en plus pour les artistes musiciens congolais après l'annulation le 15 juillet du concert d'Héritier Watanabe programmé à l'Olympia de Paris. Une situation qui scelle le sort des artistes musiciens congolais qui, déjà, peinent à retrouver leur marque en Europe où ils sont interdits de concert jusqu'à nouvel ordre. Les combattants, ces Congolais résistants de la diaspora, ne leur pardonnent pas leur accointance avec le régime en place en RDC. Présentés comme soutiens au régime de Kinshasa, les musiciens congolais sont honnis par une large frange de leurs compatriotes vivant en Europe. Samedi sur la place de Paris, dans le secteur de la place de l'Opéra (IX^e), ils se sont livrés à des scènes de violence dans le but d'empêcher la tenue du concert de la « Team Wata ».

Alors que la veille, tout paraissait baigner dans l'huile, Héritier Watanabe et son groupe étaient surpris par la mobilisation des combattants amassés dans les rues autour de la



Héritier Watanabe

salle de l'Olympia. À quelques heures avant le concert, soit avant 17 heures, la horde des combattants a déferlé sur la place de l'Olympia. Ils étaient plusieurs à manifester devant la salle parisienne à grand renfort des slogans anti-régime obligeant la police anti-émeute à se tenir sur leurs gardes, rapportent des témoins. En un temps deux mouvements, il s'en est suivi des accrochages entre

les combattants anti et pro-concert. Les premiers, un peu plus nombreux, prendront le dessus sur leurs compatriotes qui pensaient protéger l'artiste en repoussant toute velléité d'annulation du concert.

Dans la foulée, des poubelles ont été incendiées et une voiture a été volontairement mise à feu par ses occupants. L'atmosphère devenait pratiquement intenable sur le site livré

à la merci des combattants hystériques. Des policiers casqués et en tenue d'intervention ont dû disperser les manifestants à coup des gaz lacrymogènes. À l'intérieur de la salle, les artistes présents étaient obligés de se mettre en quarantaine. Pris de peur, les tenanciers des bistrotts et autres échoppes jouxtant la salle parisienne ont dû fermer. Un communiqué de la Préfecture de police de Paris tombé

dans la foulée annoncera l'interdiction du concert à la grande satisfaction des manifestants. Les autorités parisiennes ont évoqué des « débordements inacceptables » sur la voie publique. La décision du préfet de police, Michel Delpuech était sans appel.

Pour sa part, l'Olympia s'est excusée pour cette « annulation administrative » du concert présentant les manifestants comme des « opposants au régime congolais ». Satisfaits de ce dénouement, plusieurs manifestants ont laissé éclater leur joie. « Nous nous sommes levés contre les accompagnateurs du pouvoir d'occupation ! Et qui sont ces accompagnateurs ? Ce sont les artistes musiciens ! », a lâché l'un d'eux. Et un autre de renchérir : « Parce que les gens meurent là-bas au Congo, nous on ne veut pas danser et chanter ». L'épisode Watanabe à Paris relance la problématique de l'interdiction de production en Europe dont souffrent les artistes musiciens congolais. Après la déconvenue subie par Fally à la Cigale, c'est au tour d'Héritier Watanabe de faire les frais de l'obstination de la diaspora congolaise à ne pas laisser quartier libre aux artistes musiciens de souche sur la scène européenne. Pour combien de temps ?

Alain Diasso

DIVISION 1/PLAY-OFF

VClub bat DCMP, Mazembe lamine Muungano

La bataille pour le titre de champion du Congo est désormais engagée entre V.Club et Mazembe. Les deux co-leaders du Play-Off s'affrontent le mercredi à Lubumbashi, chacun après avoir remporté leur avant-dernier match. V.Club a battu DCMP par un but à zéro, alors que Mazembe est allé dompter Muungano à Bukavu par trois buts à zéro.

Le dernier du derby de Kinshasa entre l'AS V.Club et son éternel rival, le Daring Club Motema Pembe, a tourné, le 16 juillet, au stade des Martyrs à l'avantage des Dauphins Noirs. Score de la partie : un but à zéro. C'était dans le cadre de la 13e journée du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football. L'unique but de la partie a été inscrit à la 30e minute par Yannick Bangala Litombo qui a profité d'une erreur de sortie du gardien de but Mabruki du DCMP lors d'un corner pour placer une tête imparable. Si DCMP a fait le jeu, se faisant maître dans l'entrejeu, V.Club a été plus réaliste



V.Club et Mazembe se disputent le titre national

avec des contre-attaques assez percutantes. L'attaquant Taggy Etekiama Agiti a pour sa part loupé un penalty à la 90e minute, détournée par Nathan Mabruki. L'on souligne que les Immaculés de Kinshasa ont toutefois été privés de leur leader technique, Ricky Tulengi blessé dans un accident de route dans la province du Kongo Central où il s'était rendu pour assister un deuil familial. Il n'a donc pas pris part à cette rencontre.

À la fin de la partie, l'entraîneur Otis Ngoma a relevé

le manque de rythme de ces joueurs tout au long de la partie. « Le rythme provient de la répétition des efforts, les joueurs sont restés presque un mois sans jouer. Le dernier match livré par DCMP, c'était le 22 juin », a-t-il fait savoir. Pour sa part, l'entraîneur Florent Ibenge de V.Club s'est dit content de revenir en Ligue des champions. Il a laissé entendre que V.Club a joué avec un bloc bas, laissant la direction du jeu au DCMP, pour contrer les offensives adversaires.

V.Club et Mazembe pour le titre...

Cette victoire a permis aux poulains de l'entraîneur Florent Ibenge de totaliser 30 points, en treize matches joués, ex-æquo avec Mazembe.

En effet, le club noir et blanc de Lubumbashi a laminé l'OC Muungano le même dimanche dans son stade de la concorde de la commune de Kadutu à Bukavu, par trois buts à zéro. Kevin Mondeko, Ben Malango et le Zambien Nathan Sinkala ont inscrit les trois buts de

Corbeaux du Katanga.

Le titre de la 22e édition du championnat national de football (Division 1) se disputera le 19 juillet au stade du club dans la commune de Kamalondo à Lubumbashi entre les locaux de Mazembe et les visiteurs de V.Club, en match de la 14e journée du Play-Off. V.Club a besoin d'un match nul pour être sacré champion du Congo, étant vainqueur au match aller par un but à zéro à Kinshasa.

Martin Engimo

PARTENARIAT

Paris et Berlin lancent
« l'Alliance pour le Sahel »

Paris et Berlin ont lancé « l'Alliance pour le Sahel », le 13 juillet à Paris, en présence du président Emmanuel Macron et de la chancelière Angela Merkel.

Il s'agit de faciliter les échanges entre les bailleurs de fonds internationaux, en vue d'accélérer l'aide au développement dans cette région en proie à l'insécurité, l'instabilité politique et une crise économique. Cette alliance est une solution, qui « vise à améliorer l'appui des partenaires au développement à la région afin de contribuer efficacement et plus largement à la stabilisation et l'élimination de la pauvreté ».

« L'Alliance pour le Sahel » bénéficie du soutien de l'Union européenne (UE). L'objectif est de permettre le développement des zones rurales, de créer de l'emploi pour la jeunesse, d'améliorer les infrastructures énergétiques et de renforcer la gouvernance, poursuit le texte. L'aide se concentre dans les domaines suivants : l'éducation-formation, l'agriculture, la gouvernance-justice et la lutte contre le changement climatique.

Lors de sa récente visite à Bamako le 2 juillet, le chef de l'Etat a notamment annoncé 200 millions d'euros d'aide au développement pour les pays du G5 Sahel ces cinq prochaines années.

Confrontées à des interventions « trop fragmentées », l'Alliance pour le Sahel va « regrouper nos initiatives communes en matière de développement, les ouvrir à tous nos partenaires européens », a-t-il expliqué. « Nous étions trop fragmentés dans nos interventions, nos interlocuteurs étaient trop étatiques », a-t-il reconnu, avant de préciser : « Nous allons financer des projets, sur le terrain, ensemble. L'Alliance pour le Sahel, c'est le pilier du développement qui vient compléter notre pilier de défense commune ».

L'Alliance va mettre l'accent, sur le rétablissement de la sécurité, de la justice, de l'Etat de droit, de la cohabitation pacifique des communautés, de la fourniture des services de base, la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse. Des échanges réguliers et communs franco-allemands seront organisés avec les pays du Sahel, avec un premier groupe de bailleurs – sans exclusive –, l'UE et ses Etats membres (France, Allemagne, et les autres pays souhaitant participer), le groupe Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Pnud.

En ce qui concerne l'initiative, elle sera pilotée par une instance de dialogue de haut niveau entre les partenaires au développement et les pays du Sahel, qui se réunira annuellement, soit dans la région ou dans un des pays contributeurs, à tour de rôle. À la suite des concertations, les bailleurs vont identifier avec les pays bénéficiaires « les actions innovantes qui sont déjà significatives sur le terrain » et « recourront aussi systématiquement que possible à des mécanismes de délégation réciproque (MRI) ».

Noël Ndong

Les attaques djihadistes au Mali s'étendent davantage au Burkina Faso et au Niger

Le représentant spécial des Nations unies en Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, a averti jeudi le Conseil de sécurité de l'ONU que les attaques des groupes armés extrémistes perpétrées dans le Sahel ont augmenté ces derniers mois dans les régions frontalières des trois pays.

La région du Liptako-Gourma, à la frontière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, « a connu une expansion significative des violences et des activités terroristes au cours des derniers mois, y compris des attaques transfrontalières coordonnées contre les postes de sécurité et le pillage de communautés aux frontières », a déclaré Mohamed Ibn Chambas. « Au Sahel, l'instabilité persistante au Mali se fait sentir jusqu'au Burkina Faso et au Niger, avec des attaques mortelles dans les zones frontalières », a-t-il précisé, mentionnant particulièrement les provinces du nord du Burkina Faso et les régions de l'Ouest du Niger.

Le mois dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté une résolution saluant le déploiement d'une force conjointe de 5.000 hommes des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) pour combattre les djihadistes dans la région. Mais cette force n'est pas encore mise sous mandat de l'ONU. La Mission des Nations unies au Mali (Minusma) compte 12.000 soldats et policiers. Cette force est considérée comme la mission de maintien de la paix la plus dangereuse du monde en raison de multiples attaques dont elle fait l'objet. Et malgré la présence de la force onusienne, des zones entières échappent toujours au contrôle de cette mission, régulièrement visée par des attaques terroristes.

Nestor N'Gampoula

L'ACTUALITÉ DE LA CENTRAFRIQUE

Situation toujours « très critique » à Zemio et Bangassou

Le chef de la Minusca et une délégation gouvernementale ont effectué le 15 juillet une visite à Zemio puis à Bangassou, afin d'évaluer les situations sécuritaires et humanitaires dans ces deux villes, plongées dans les violences.

Les hostilités déclenchées à Zemio (à l'Est du pays) continuent de faire rage. Déjà, 23.000 déplacés, plus de 188 maisons incendiées et une vingtaine des morts. Des témoignages reçus font état de l'attaque d'un centre hospitalier, mardi dernier à Zemio. Après le retrait du HCR suite à l'attaque de sa base, c'est maintenant le tour de MSF-Hollande de quitter la ville de Zemio à cause de la flambée de violences et l'attaque armée orchestrée au sein de l'hôpital. « Ils ont ouvert le feu, ce jour-là, le bilan fait état d'environ 10 morts dont un enfant (1 an). Des produits pharmaceutiques et autres biens matériels emportés », rapporte un humanitaire anonyme.

La ville de Zemio continue d'être sous les détonations d'armes, les pillages, la destruction des maisons. Selon des sources humanitaires, 188 maisons ont été incendiées, environ 23.000 personnes déplacées, 23 morts et plus de 23 blessés. Une source administrative a minimisé la mission d'une semaine que le Préfet du Haut-Mbomou a effectuée dans la zone pour

calmer les esprits. « La mission n'a pas d'effet, car les communautés musulmanes et chrétiennes ne sont pas prêtes à s'accepter », rapporte cette source. « Pour la communau-

té autochtone Zandé, accepter le pardon c'est encore trop tôt. Car les conséquences imminentes dont elle est victime sont vivaces ; elle vit dans le site des déplacés, toutes les maisons et biens ont été incendiés », a relevé la même source avant d'ajouter que la situation qui affecte la ville de Zemio inquiète déjà la population d'Obo, qui reçoit plusieurs déplacés.

Selon un communiqué conjoint de la coordination humanitaire et le ministère des Affaires sociales et des actions humanitaires, ces violences entravent

sérieusement l'accès humanitaire et les derniers incidents ont obligé les ONG internationales, qui étaient les seules à apporter des soins de santé à suspendre leurs activités et de relocaliser leurs personnels en lieu sûr. « Nous appelons les instigateurs de cette violence physique et morale à mettre un terme immédiatement à

« Nous appelons les instigateurs de cette violence physique et morale à mettre un terme immédiatement à leurs agissements criminels et à placer les intérêts des personnes affectées au-dessus de toute autre considération »

leurs agissements criminels et à placer les intérêts des personnes affectées au-dessus de toute autre considération », peut-on lire dans le communiqué.

Zemio comme plusieurs autres villes des provinces sombrent dans des violences depuis ces derniers temps. Début mai dernier, les violences à Bangassou ont fait plusieurs morts et des dégâts matériels. Des soldats de la paix du contingent marocains et cambodgiens ont été la cible d'attaque causant la mort de 6 Casques bleus.

UNMAS a détruit un grand nombre de munitions et d'explosifs en 2016

D'importantes quantités d'armes et de munitions obsolètes ont été détruites au cours de l'année 2016. L'annonce a été faite par Richard Derieux, chef de programme de UNMAS lors de la conférence de presse de la Minusca.

Depuis son arrivée en Centrafrique en 2014, UNMAS a pu détruire 374.123 munitions, 194 tonnes d'explosifs commerciaux et 790 armes, selon les données officielles. L'agence de l'ONU a construit 22 armureries et installé 5 kits temporaires pour les autorités nationales. Richard Derieux, chef de programme, a indiqué que 492.292 personnes ont bénéficié des informations sur le danger lié aux engins explosifs durant 13.636 séances d'éducation aux risques.

Le chef de programme de UNMAS a présenté le bilan de l'agence de l'ONU en ces termes : « pour cette année budgétaire, allant du 1er juillet 2016 à 1er juillet 2017, 198.602 munitions et

engins explosifs ont été détruits ; 316 kilos d'explosifs ont été brûlés ; 8 armureries ont été construites et 2 kits temporaires installés ; 49 membres (autorités nationales et UNPOL) ont été formés en tant qu'armuriers et 173.120 bénéficiaires ont reçu 5.105 séances d'éducation aux risques (ALPC) ».

Le programme UNMAS-Centrafrique émerge sur le budget de la Minusca. Depuis le 30 juin 2017, cette agence manque de financement.

Centrafrique : Bossembele coupée de réseau téléphonique depuis deux mois Cette perturbation impacte négativement sur les activités dans cette ville. Beaucoup de personnes s'en plaignent, mais

les opérateurs de téléphonie n'en donnent pas les raisons à leurs clients.

Selon Valérie Natacha Gogoudou, une des femmes leaders de la localité, « ce problème n'est pas le premier du genre car depuis plusieurs mois, les opérateurs de téléphonie mobile ne donnent pas de services de qualité ». La société Orange a justifié cette coupure par « une perturbation de réseau ». Orange et Télécel sont deux opérateurs présents dans la localité.

Les habitants de Bossembele sont mécontents de cette situation et en appellent aux élus nationaux pour leur venir en aide. Même si Bossembele se plaint de la coupure de la ligne téléphonique, à Kaga-Bandoro, les abonnés Orange se disent soulagés par le retour du réseau au côté de Télécel.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

CÉMAC

L'ensemble des pays membres en voie de boucler les négociations avec le FMI

Le président de la commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Pierre Moussa, dont le mandat prend fin en août prochain, a indiqué le 14 juillet à Brazzaville que l'ensemble des pays de la communauté devrait boucler leurs négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) d'ici quelques mois.

«Ce sont des négociations extrêmement complexes», a-t-il lancé à la sortie de l'audience avec le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Gusso.

«Aujourd'hui, vous avez le Tchad qui a fini ses négociations avec le FMI, la République centrafricaine, le Cameroun et le Gabon. Le Congo et la Guinée équatoriale sont en train de finaliser leurs négociations avec le FMI. L'ensemble de la zone aura ainsi bouclé ses négociations d'ici quelques

petits mois», a expliqué Pierre Moussa. Au cours de leurs échanges, les deux personnalités ont parlé, entre autres, de la situation macroéconomique des pays de la Cémac, marquée par la baisse des ressources budgétaires due à la chute du prix de baril de pétrole sur le marché mondial. «Si les ressources ont chuté, il faut faire un certain nombre de réformes pour ajuster les dépenses, mais au volume des ressources et pour adapter nos politiques économiques et financières

à la nouvelle donne. Cela appelle à toute une série de réformes dont les axes sont connus», a-t-il indiqué.

Au nombre de ces axes, Pierre Moussa a notifié l'ajustement des budgets, de la politique des dépenses fiscales, de la politique des dépenses de chaque pays de la Cémac ainsi que le problème des réserves monétaires au niveau de la banque centrale et des nouvelles politiques économiques. Il préconise ainsi que les pays de la Cémac priorisent désormais les investissements dans les secteurs qui permettront de diversifier leur économie afin qu'elle ne repose plus essentiellement sur le pétrole.

Christian Brice Elion

CLIMAT

Donald Trump a « écouté » les arguments d'Emmanuel Macron, selon la négociatrice française

La directrice générale de la Fondation européenne pour le climat et ex-négociatrice française, Laurence Tubiana, a dit espérer lundi que le président américain Donald Trump a écouté les arguments de son homologue français, Emmanuel Macron, sur la nécessité de rester dans l'accord de Paris.

Tout en restant prudente concernant un éventuel revirement du patron de la Maison Blanche, l'ex-négociatrice qui s'exprimait sur la radio RMC a déclaré qu'elle faisait tout de même foi à ce qu'il a confié au président français. « L'argument essentiel, c'est de montrer l'intérêt des Etats-Unis à rester dans l'accord de Paris : l'intérêt économique, l'intérêt politique, mais aussi, bien sûr, l'intérêt de sécurité. Il faut espérer que Donald Trump a écouté ces arguments », a-t-elle souligné. Selon le Journal du Dimanche, Emmanuel Macron aurait évoqué avec le président américain « le lien qui existe entre réchauffement climatique et terrorisme ». Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président français jeudi, Donald Trump avait déclaré que « quelque chose pourrait se passer » sur l'accord de Paris.

« Nous verrons ce qu'il se passe », avait-il ajouté six semaines après avoir annoncé que les Etats-Unis comptaient sortir du traité international de lutte contre le réchauffement climatique signé en 2015. Laurence Tubiana, cheville ouvrière de l'accord de Paris sur le climat a estimé qu'il s'agissait là des « phrases assez vagues ». « La vérité, c'est ce qu'il va faire du point de vue des politiques environnementales des Etats-Unis », a-t-elle relevé.

L'ex-négociatrice a émis le souhait de voir les engagements des Etats-Unis, qui sont le deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre « changer progressivement le contexte » dans un sens plus favorable au climat. « Toute la question, c'est de savoir si les Etats-Unis vont mettre 3 ans, 4 ans, 5 ans pour revenir » dans l'accord, a-t-elle poursuivi.

Entré en vigueur le 4 novembre, l'accord de Paris vise à limiter le réchauffement climatique « bien en deçà de 2°C ».

Nestor N'Gampoula

LIBYE

Le Premier ministre propose des élections en mars 2018

Le chef du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez al-Sarraj, a indiqué que « des élections présidentielle et parlementaires au suffrage universel seront organisées en mars 2018 » en Libye. Il a fait cette proposition lors d'un discours diffusé à la télévision dans la nuit de samedi à dimanche.

Le Premier ministre a retenu cette date pour l'organisation des élections générales avec l'espoir de mettre fin à l'insécurité et aux rivalités politiques qui affectent le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Pour Fayez al-Sarraj le mandat du président et des députés durera au maximum trois ans, mais pourra expirer avant si la rédaction de la constitution est achevée. Cela sera possible, a-t-il précisé, si le projet de constitution est soumis à référendum, qui sera lui-même suivi de nouvelles élections.

Il a saisi cette occasion pour présenter une feuille de route en neuf points pour sortir la Libye de la crise et relancer l'accord politique signé entre les groupes rivaux du pays fin 2015 au Maroc sous l'égide des Nations unies, et qui avait donné naissance à l'actuel gouvernement d'union nationale. Cette feuille de route indique que ce gouvernement resterait en place « jusqu'à la nomination d'un Premier ministre par le chef de l'Etat élu et l'approbation d'un nouveau cabinet par le parlement ». « La Haute commission des élections, en coordination avec l'ONU, prépare et supervise le déroulement des élections », a également proposé le chef du gouvernement.

Parlant de la situation sécuritaire, Fayez al-Sarraj a souligné qu'elle était la plus « épineuse » et regretté que ses prédécesseurs n'aient pas désarmé les milices « dès les premiers jours » après la fin de la révolte. Outre les problèmes de sécurité, le quotidien des Libyens est rythmé par de graves pénuries d'électricité, de liquidité sans compter une hausse vertigineuse des prix. « Les Libyens ont perdu patience ! », a averti le Premier ministre, qui s'exprimait devant un panneau sur lequel était écrit : « Libye, ensemble vers la réconciliation et la construction ».

La Libye est encore confrontée à une insécurité record. Et avec une économie en lambeaux et des rivalités politiques, le pays reste englué dans une interminable crise de transition six ans après la révolte de 2011 contre Mouammar Kadhafi.

Installé à Tripoli en mars 2016, le gouvernement d'union nationale est reconnu par la communauté internationale mais ne contrôle pas l'ensemble du territoire. Il fait surtout face à l'hostilité d'une autorité rivale installée dans l'est du pays, où une grande partie de la région est contrôlée par les forces du maréchal Khalifa Haftar.

N.N'G.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces

Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)

Samedi (9h-13h)





Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

DIPLOMATIE

L'ambassadeur Can Incesu juge satisfaisant le niveau actuel des relations entre la Turquie et le Congo

A la veille du premier anniversaire du coup d'Etat manqué contre le président, Recep Tayyip Erdogan, l'ambassadeur de Turquie au Congo, Can Incesu a organisé un déjeuner de presse le 14 juillet pour présenter le bilan de l'année écoulée dans son pays et parler de la Coopération turco-congolaise.

Au cours des échanges, une vingtaine de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, présents à cette rencontre, ont voulu savoir un peu plus sur la coopération bilatérale entre la Turquie et le Congo, ainsi qu'avec l'Afrique et la tentative de Push ayant fait 290 morts en juillet 2016.

À propos des relations bilatérales entre la Turquie et le Congo, l'ambassadeur a signifié que son pays avait reconnu la souveraineté du Congo dès son accession à l'indépendance, et que leurs relations ont été renforcées en 2012 par la visite du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso en Turquie avec pour résultat, l'ouverture à Brazzaville de l'ambassade de la Turquie, la signature de nombreux autres accords bilatéraux, et a permis l'ouverture des ambassades respectives et la tenue de la réunion de la Commission mixte. « *Même avant cette visite, le Congo s'est classé parmi les partenaires économiques importants de la Turquie en Afrique. Nos échanges annuels dépassent régulièrement les 100 millions de dollars américains. De ce fait, le Congo est notre premier par-*

tenaire commercial en Afrique centrale, si l'on exclut l'Angola », a vanté le diplomate.

Actuellement, a-t-il poursuivi, ces relations ont atteint un niveau « extrêmement satisfaisant », à l'image des échanges au haut sommet de l'Etat, ainsi que la réalisation de deux grands projets au Congo, notamment la construction de l'Hôtel Mbamou Palace et du centre de conférences internationales de Kintélé.

Toujours dans le contexte des relations bilatérales entre les deux pays, l'ambassadeur s'est souvenu de l'accord commercial et de coopération économique et technique signé en l'an 2000, qui donna naissance à la commission mixte de commerce et de coopération économique et technique. Deux autres accords essentiels dans le domaine de la formation militaire ont été signés en 2005 et sont récemment entrés en vigueur.

Dans les domaines de la diplomatie, la santé, les douanes, la fonction publique, les affaires foncières et la liberté de communication, des échanges sont prévus entre un certain nombre d'institutions congolaises et turques.

S'agissant des relations turco-afri-



L'ambassadeur délivrant son message (Crédit photo adiac)

caines, l'ambassadeur a expliqué comment elles se sont établies, partant de la fondation de la Turquie en 1923 sur les cendres de l'empire Ottoman, en passant par l'ouverture en 1926 d'une ambassade turque en Ethiopie, jusqu'à l'élargissement de son réseau diplomatique dans quelques pays d'Afrique subsaharienne (Accra, Dakar, Lagos, Nairo-

bi, Kinshasa).

Interrompu par plusieurs événements, ce n'est qu'en 1998 que le nouveau projet diplomatique de la Turquie fut relancé en Afrique. Actuellement, 39 ambassades turques opèrent sur le continent africain. La devise de notre politique de partenariat avec l'Afrique est : « *des solutions africaines aux problèmes*

africains ». « *Nous déployons tous nos efforts pour promouvoir l'appropriation par l'Afrique de ces questions dans le cadre de notre relation forte avec nos partenaires africains* ».

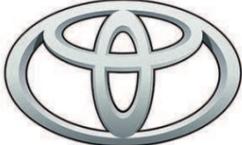
Après avoir décrit les circonstances du push manqué de l'an dernier, l'ambassadeur Can Incesu a affirmé l'engagement de son pays à renforcer de nouveau sa démocratie. « *Nous sommes déterminés à combattre les ennemis de la démocratie par la démocratie. Nous aspirons à le faire, alors que nous luttons en même temps contre deux autres organisations terroristes les plus dangereuses, le PKK et Daesh* », et d'ajouter, « *Dans ces moments critiques, nous avons besoin de soutien et d'encouragement de nos amis et nous sommes heureux d'avoir reçu, au cours de l'année écoulée, un fort soutien de la part du gouvernement du Congo* ».

En poste au Congo depuis 2014, le diplomate Turc a annoncé, que son action dans le futur portera sur l'organisation de la visite d'Etat du président Turc, Recep Tayyip Erdogan au Congo. Par ailleurs, l'ambassade du Congo à Ankara existe depuis 2013, et elle est dirigée par un chargé d'affaires. Le premier ambassadeur sera nommé bientôt.

Yvette Reine Nzaba

PROMO CLIM

ENTRETIEN CLIMATISATION



TOYOTA

Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

FILTRE À POLLEN TOUS TYPES -20% de Remise

PURIFIANT HABITACLE -20% de Remise

NETTOYANT CLIMATISATION -20% de Remise



MAIN D'OEUVRE GRATUITE

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE

JUSQU'AU 31 AOÛT 2017



CFAO MOTORS
cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39



OMT

Le Dr Taleb Rifai salue l'engagement du chef de l'Etat congolais pour le développement du tourisme

Le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), Taleb Rifai, a salué le 17 juillet à Brazzaville l'engagement du président Denis Sassou N'Guesso pour le développement des activités du secteur touristique en République du Congo.

Il s'est exprimé à la sortie d'une audience avec le chef de l'Etat congolais. « Nous avons parlé des questions relatives au tourisme et de son impact sur l'économie. Nous avons également évoqué l'importance du tourisme pour le futur et l'économie du Congo. Nous avons été surpris de l'enthousiasme et de l'engagement du président Sassou N'Guesso en la matière », a-t-il déclaré.

Le tourisme contribue à hauteur de 10% dans l'économie mondiale contre 3 à 4,5% dans le Produit intérieur brut (PIB) du Congo. D'où les autorités congolaises entendent développer ce secteur afin de pouvoir porter sa participation au PIB à 10%. Pour le secrétaire général de l'OMT, le tourisme représente une sorte de



Le secrétaire général de l'OMT lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais (DR)

« pétrole qui ne tarit pas ».

Le Dr Taleb Rifai a également indiqué que le chef de l'Etat congolais entendait mettre en place les conditions de facilitation de l'accès au Congo à travers l'allègement des procédures d'obtention de visas, ainsi que la simplification des connexions aériennes. « Il y a aussi le besoin de faire davantage de promotion et de campagne marketing, ainsi que le soutien à apporter au ministère congolais du tourisme », a-t-il dit.

En marge de l'audience, le secrétaire général de l'OMT a remis au chef de l'Etat congolais des documents composés d'une lettre ouverte, d'une stratégie de développement du tourisme et d'un plan directeur de développement durable du tourisme au Congo. Ces documents ont été élaborés avec l'appui de l'OMT et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Le secrétaire général de l'OMT a foulé le sol congolais dans le cadre des assises nationales du tourisme qui se tiennent pendant deux jours à Brazzaville.

Christian Brice Elion

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017 À GAMBOMA II

Les deux camps revendiquent la victoire

Le duel entre le candidat indépendant Emmanuel Obami et celui du Parti congolais du travail (PCT), Antoine Bienaimé Obam-Ondon, dans la 2e circonscription électorale de Gamboma, dans le département des Plateaux est loin de se terminer. Les deux parties réclament chacune la victoire à l'issue des élections du 16 juillet.

Candidat indépendant, Emmanuel Obami annonce avoir saisi la Commission locale des élections (Colel) pour contester les résultats dans huit bureaux de vote. S'autoproclamant vainqueur avec plus de 1000 voix, il précise que 45 procès-verbaux n'ont pas été signés par ses délégués sur les 85 à cause, dit-il, de la fraude et du bourrage des urnes. Selon lui, tous les membres des bureaux de vote étaient favorables au candidat du PCT, mais il serait largement en tête dans 50 bureaux.

Parmi les bureaux de vote qu'il conteste les résultats, il y a certains dont les enfants de 10 à 15 ans auraient voté. Dans d'autres, ses délégués seraient chassés parfois par les éléments de la force publique. « À Engakou, la police a vite fait d'arrêter ma déléguée qui s'était farouchement opposée à la fraude organisée à Matadi. Le président du bureau de vote s'est enfui avec les urnes et il garde les résultats par devers lui. A Mbaya, mon représentant a été chassé du bureau de vote du début à la fin. À Bouemba, le 1er assesseur a semé le désordre et le vote a été interrompu. À Bouanga, mon délégué a été aussi chassé. À Bouelemon un 2e bureau fictif a été installé », dénonce-t-il dans un communiqué de presse.

Du côté du candidat PCT, l'on balaie d'un revers de main toutes ces « allégations ». En effet, l'équipe de campagne d'Antoine Bienaimé Obam-Ondon que nous avons jointe au téléphone estime que la victoire de leur candidat ne fait aucun doute. « Nous avons nos procès-verbaux, la commission locale a bien fait son travail. S'il y avait la tricherie, le peuple souverain devrait contester ses résultats provisoires. Notre candidat est largement en tête. C'est un siège qui appartenait au PCT qui vient de le conserver. Le peuple a fait son choix et personne ne dira le contraire à sa place », se proclame-t-elle.

Plaçant le taux de participation à environ 77,08%, le candidat du PCT serait largement en tête avec plus de 60%.

Alors qui des deux candidats a réellement emporté ces législatives? La réponse dans quelques jours à l'issue de la proclamation des résultats provisoires par le ministre de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local car, il ne s'agit que des tendances sorties des urnes.

Parfait Wilfried Douniama

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

La compilation des résultats se poursuit sans heurt

Les Congolais ont élu le 16 juillet leurs députés et conseillers départementaux et municipaux. L'opération de compilation des résultats amorcée peu après le vote se poursuit jusqu'à ce 17 juillet, dans certains arrondissements de Brazzaville dans le même dynamisme.

À Talangaï et Ouenzé, parmi les arrondissements les plus peuplés de la

n'était encore au point. À Bacongo, dans le deuxième arrondissement

En ce qui concerne le scrutin législatif, le travail permet, à travers des calculs simples, de ressortir le quotient électoral, à partir duquel l'on détermine le gagnant, mais aussi les candidats qui iront au deuxième tour. « S'agissant des élections



Une vue des membres de la Colel de Poto-Poto (photo adiac)

partie nord de Brazzaville, où nous avons enquêté, la compilation des résultats s'est achevée le même jour dans la nuit.

À Poto-Poto, dans le troisième arrondissement, ladite opération s'est clôturée ce lundi 17 juillet, dans l'après-midi, à en croire le chef de ce bureau que nous avons rencontré sur les lieux. « Comme vous le constatez, l'opération de compilation des résultats que nous n'avons pu terminer hier se passe sereinement sans heurt ni suspicion. D'ici à 14 heures, nous aurons bouclé le travail », a souligné Philippe Elongo.

Dans la partie sud de la capitale, rien

ainsi qu'à Makélékélé dans le premier arrondissement, jusqu'à ce lundi 17 juillet, la compilation des résultats qui a commencé à 21 heures s'est poursuivie à huis clos. « Cela prendra, sans doute, un peu de temps que d'habitude, compte tenu des deux scrutins que nous devons gérer à la fois », confiait un membre de la Colel de l'arrondissement 2, Bacongo, le jour de vote. Hormis la comparaison et la validation des procès-verbaux, l'opération de compilation des résultats proprement dite consiste, entre autres, à relever le nombre de points obtenus par chaque candidat par bureau de vote.

locales, notre travail consiste à calculer le nombre de voies obtenus par chaque candidat, mais nous agissons beaucoup plus au niveau des pourcentages pour attribuer les 13 sièges aux vainqueurs », a renchéri le président du bureau de vote de Poto-Poto, Philippe Elongo.

Après la compilation des résultats, tous les centres de vote transmettront l'ensemble des documents à la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) pour la suite de l'opération, avant qu'elle ne l'achemine au ministre de l'Intérieur pour publication.

Firmin Oyé

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les étudiants de la Faculté des lettres divisés

Après près d'un mois de grève, la reprise des activités pédagogiques était annoncée pour lundi 17 juillet dans cet établissement universitaire. Au nombre des étudiants ayant répondu présents, il y en a qui sont disposés à suivre les enseignements, tandis que d'autres ne veulent rien savoir, exigeant le paiement de la bourse avant tout.

Les étudiants de master de Philosophie ont fait un séminaire. Ceux de la troisième année de licence de Langue et littérature françaises et de Géographie rurale ont également eu cours dans des salles de classe à moitié vides. « Avec vous, j'ai cours de laboratoire demain 18 juillet. Informez les autres », a précisé un enseignant du département des Langues vivantes étrangères (LVE), s'adressant aux étudiants en face de lui. C'est dans la cour qu'il y a eu plus d'étudiants errants. D'un côté, ceux disposés à suivre les enseignements, se souciant de leurs études, et de l'autre les intraitables, soucieux plutôt de la bourse, s'agitaient pour se faire entendre : « Il n'y aura pas reprise de cours tant que la bourse n'est pas payée », scandaient ces derniers. Un peu plus loin, en retrait, le dis-

positif de la Police prêt à maintenir l'ordre public au cas où... Pour faire entendre raison, le vice-doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH), Omer Massamou, a expliqué aux étudiants la nécessité, selon lui, « de sauver l'année académique

en évitant l'année blanche, puisque la bourse sera toujours payée ». En réalité, à propos de cette grève qui paralyse les activités pédagogiques à la FLSH depuis le 19 juin 2017, le Conseil extraordinaire d'établissement élargi aux chefs de classe avait décidé



Les étudiants de la FLSH, le 17 juillet. Crédit photo Adiac

de la levée pour que les activités pédagogiques reprennent lundi 17 juillet, tenant compte de l'absence de grève dans les dix autres établissements de l'Université Marien-Ngouabi, particulièrement les écoles et instituts où les étudiants sont également boursiers, explique le communiqué de presse signée du Doyen de la FLSH, le Pr Dieudonné Tsokini.

Risques encourus

Le document souligne, par ailleurs, que toute perturbation de la reprise des activités pédagogiques risquera de mener la FLSH à une année blanche et tout auteur de perturbation sera exclu. « Nous étudiants devons savoir que si nous perturbons les cours, nous subirons, parce qu'au moment où les étudiants des autres établissements de l'université qui font cours actuellement débiteront l'année académique 2017-2018 à la FLSH, nous chercherons à rattraper l'année 2016-2017. Dans ce cas, il pourra y avoir session unique, et beaucoup d'étudiants vont couler », a indiqué un étudiant de LVE qui soutiendra son mémoire de master en septembre prochain. Au regard du nombre majoritaire des étudiants qui veulent sauver l'année académique, présents à la FLSH ce 17 juillet pour faire cours, il est fort probable que les activités pédagogiques soient effectives sans trop de retard.

Rominique Nerplat Makaya

INSERTION PROFESSIONNELLE

150 jeunes formés dans les métiers innovants et d'avenir

Formés dans le cadre du projet « Prévention de la radicalisation de la jeunesse au Congo » les apprenants ont reçu des attestations de fin de formation, le 14 juillet, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des compétences des jeunes, organisée par la Fondation perspectives d'avenir, le gouvernement, le Pnud et d'autres partenaires.

Le projet a été mis en œuvre par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et au financement du gouvernement japonais. Il vise à prévenir, atténuer et désamorcer tout risque de détournement et de confrontation susceptibles d'affecter la consolidation de la paix et la démocratie participative en République du Congo. Actuellement, il est en cours d'exécution dans les départements de Brazzaville, du Pool, de Pointe-Noire et du Niari.

En effet, lancée le 26 septembre 2016, après un processus de sélection, cette formation a concerné les jeunes des départements du Pool et de Brazzaville. Les jeunes ont été formés, entre autres, en électricité et bâtiment puis coiffure, par la Cité don-Bosco et l'ONG Action de solidarité internationale. « Ces formations, réalisées en deux vagues avec un stage pratique, ont permis à ces jeunes d'acquérir des compétences nécessaires pour l'employabilité », a expliqué le directeur du cabinet du ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Mathieu Mouloungui.



Les officiels posant avec quelques apprenants ; (crédit photo Adiac)

Selon ce dernier, plus de 1000 jeunes ont déjà bénéficié des formations de renforcement de compétences et d'appui à l'insertion professionnelle, dans le cadre de l'appui au développement économique. Car, a-t-il poursuivi, un mécanisme de financement des micros projets a été mis en place. A cela s'ajoutent la création et le lancement de la radio communautaire spécialement dédiée à la jeunesse, en vue de promouvoir la citoyenneté et des jeunes. Le but étant d'accompagner les bénéficiaires à s'installer, en vue de leur autonomisation. C'est ainsi que Mathieu Mouloungui les a appelés à beaucoup de responsabili-

té et de créativité, afin de mettre en valeur les notions apprises et servir d'exemple aux autres dans la promotion de l'auto-emploi. De son côté, le représentant résident adjoint du Pnud au Congo,

Mohamed Abchir, a encouragé les récipiendaires dont certains ne savaient pas de quoi il s'agissait. « Le Pnud et ses partenaires, notamment le gouvernement du Japon, ont déployé les moyens pour renforcer vos capacités à la maîtrise d'un métier. Vous êtes parvenus en fin de formation et nous avons l'espoir que vous rendrez utiles ces formations, encore mieux que vous contribuerez à la création d'emplois, pour vous-mêmes mais aussi pour quelques jeunes du Congo. Je vous souhaite bon succès dans vos entreprises », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

JOURNÉE NATIONALE DES AET

Se réapproprier les valeurs fondatrices : « Fraternité, entraide et solidarité »

L'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) a commémoré le 15 juillet, à Brazzaville, la Journée nationale des AET sur le thème : « Dans l'unité et la cohésion, poursuivons la consolidation des valeurs et de l'esprit AET ».

Dans le cadre de cette journée, le vice-président du bureau exécutif national, l'AET Remy Ayayos Ikounga a, au nom du président de l'association, procédé au dépôt d'une gerbe de fleurs en mémoire des AET décédés.

Après une marche de cohésion d'une centaine de mètres, les participants de cette cérémonie se sont retrouvés à l'École militaire préparatoire Général-Leclerc. Celle-ci a concerné la réception par l'ensemble des AET de la nouvelle promotion baptisée du nom de l'enfant de Troupe Lin Landry Emile Ondaye, matricule 1408, de la promotion « José Marti », décédé en décembre 1978, en classe de seconde.

La journée a été marquée par plusieurs temps forts. D'abord la lecture de la biographie de l'enfant de troupe Lin Landry Emile Ondaye, la présentation du drapeau de l'association des AET à la nouvelle promotion ; la remise par les anciens des insignes AET aux nouveaux et la remise des dons aux trois meilleurs des différentes séries par Jean Baptiste Ondaye et Jean Dominique Okemba, respectivement secrétaire général à présidence de la République et secrétaire général du Conseil national de sécurité. Ensuite les différentes interventions, notamment celle du chef de famille Ondaye et celle du président de l'association, lue par le 1er vice-président, l'AET Remy Ayayos Ikounga qui, après avoir remercié le représentant de la famille Ondaye et les autorités militaires congolaises pour avoir honoré la mémoire de leur fils disparu à fleur d'âge depuis bientôt 40 ans, a exhorté les jeunes à la discipline et au travail bien fait. « Quant à vous, Promotion Ondaye Lin Landry Emile, l'évocation de la biographie de l'AET Ondaye couplée aux dispositions des textes recteurs de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo devrait vous guider le long de votre parcours d'AET et d'hommes tout simplement », a-t-il indiqué.

Notons que cette cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un vin d'honneur partagé en toute convivialité.

Guillaume Ondzé

TRAVAUX PUBLICS

L'avenue Émile-Biayenda à moitié bitumée

Située à Mpaka, dans le sixième arrondissement Ngoyo, l'avenue Émile-Biayenda avait connu il y a plus d'une année des travaux de canalisation et de bitumage. Malheureusement, cette voie n'a été bitumée qu'à moitié, à la grande désolation des riverains et des usagers.

L'avenue Émile-Biayenda est un axe majeur de déplacement qui permet aux habitants des quartiers Mpaka 120, Boutsia-boutsiélé et Tchimaghi d'atteindre la grande avenue de l'indépendance et le marché Fond Tié-Tié.

Il y a une année, cette voie avait subi des travaux de canalisation et de bitumage, partant du poste de sécurité publique de Mpaka jusqu'au-delà du lycée de Mpaka à la grande satisfaction des populations. Les travaux avaient été exécutés par la société Translogistique sur une distance de 1 km 200.

Mais ce qui était considéré au départ comme une exultation de la part de la population riveraine et des usagers a malheureusement fini par se transformer en une désolation. Car l'avenue Émile Biayenda n'a été bitumée qu'à moitié, une grande partie du tronçon a été

juste pulvérisée d'un liant d'imprégnation afin de permettre aux véhicules de circuler.

Interrogée sur cette situation, la population riveraine a exprimé son indignation, elle a demandé aux autorités locales que les travaux reprennent et soient exécutés à 100%. « Cette route ne présente pas un bon visage. D'ailleurs elle ne peut pas être au dessus de sa durée normale de service du fait que les travaux n'ont pas été exécutés à 100%. Nous voulons juste que les travaux reprennent et soient achevés afin de permettre aux véhicules de circuler normalement », a dit un habitant du quartier Mpaka 120.

En effet, un liant d'imprégnation consiste en l'application unique d'une émulsion de bitume spécialement formulée ou de bitume fluidifié à faible viscosité. Leurs principales fonctions consistent à pénétrer rapidement la surface granulaire, à rendre partiellement étanche la surface granulaire afin d'éviter une érosion par l'eau, à fournir une surface de roulement temporaire avant de poser un revêtement ou un enduit de scellement, et à fournir un lien entre la surface existante et la



L'avenue Émile-Biayenda, crédit photo Adiac»

nouvelle surface de roulement. Autrefois, l'avenue Émile-Biayenda présentait une image peu reluisante, elle était tantôt fangeuse, tantôt sablonneuse et impossible à la circulation routière. Mais le lancement de ces

travaux d'aménagement, bien qu'exécutés à moitié, a permis de renforcer son image. Notons qu'une fois ces travaux totalement finis, l'avenue Émile-Biayenda deviendra une zone de circulation aisée qui va non

seulement permettre à la population riveraine de jouir d'un environnement amélioré mais également à la vie locale de se développer pour devenir encore plus agréable à vivre.

Hugues Prosper Mabonzo

CÉLÉBRATION

Beaucoup de Congolais ignorent la journée internationale Nelson Mandela

Chaque 18 juillet, la communauté mondiale fête la journée internationale Nelson Mandela en l'honneur du travail effectué par cette icône, ancien président sud-africain, en faveur de la paix et de la liberté.

Quand on interroge certains Congolais d'horizons divers sur ce qu'a été Nelson Mandela, nombreux sont ceux qui parlent avec clarté de son œuvre. « Mandela ou Madiba est l'ancien président sud-africain qui a farouchement lutté contre le système de ségrégation raciste, dit apartheid, qui tendait à faire des Noirs sud-africains comme des seconds hommes.

née comme Journée internationale Nelson Mandela, jour de la naissance de Nelson Mandela. Et l'ONU se joignait donc à la Fondation Nelson Mandela pour exhorter le monde à consacrer 67 minutes de son temps à aider les autres afin de commémorer la journée internationale qui lui est consacrée. En réalité, ces 67 minutes désignent les 67 ans de militantisme qui est un temps précieux passé pour servir les autres et le bien public du vieux leader sud-africain, aujourd'hui décédé. « Il est très facile de casser et de détruire. Les héros, ce sont ceux qui font la paix et qui bâtissent », disait le vieux leader sud-africain. C'est pour

Nelson Mandela est l'occasion d'agir et d'inspirer ce changement. Dans la même optique, la Fondation Nelson Mandela consacre cette journée courant toute l'année 2017 à l'action contre la pauvreté, en l'honneur du leadership et du dévouement dont Nelson Mandela a fait preuve pour combattre la pauvreté et à promouvoir la justice pour tous.

La chose ne s'arrête pas qu'à l'institution de ladite journée comme celle de Nelson Mandela, car l'Assemblée générale avait aussi en 2015 décidé d'étendre la portée de celle-ci pour qu'elle serve également à promouvoir des conditions de détention humaines, à sensibiliser l'opinion au fait que les détenus continuent de faire partie de la société et à reconnaître l'importance particulière du travail social accompli par le personnel pénitentiaire. À travers donc la résolution A/RES/70/175, l'Assemblée générale a non seulement adopté l'ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus sous sa forme révisée mais a également approuvé sa dénomination « Règles Nelson Mandela » pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'ancien président sud-africain, Nelson Rolihlahla Mandela, qui, du fait de son combat mondial en faveur des droits de l'Homme, de l'égalité, de la démocratie et de la promotion d'une culture de paix, a passé 27 ans de sa vie en prison

Faustin Akono

quoi les Nations unies appellent les individus du monde entier où ils se trouvent à commémorer la journée internationale Nelson Mandela. Ainsi chacun d'entre nous, selon l'ONU, a la possibilité et la responsabilité de changer le monde pour le rendre meilleur, et la journée internationale



Nelson Mandela

Quant à la date de la journée internationale Nelson Mandela, je n'ai aucune idée », a déclaré un habitant de Pointe-Noire.

Cette journée, connue aussi sous son nom anglais, Mandela day, existe depuis 2010, car c'est en novembre 2009 que l'Assemblée générale des Nations unies instituait ladite jour-

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le Royaume du Maroc accueille les premiers étudiants de l'Alga

L'Académie africaine des collectivités locales (Alga) de l'Organisation Panafricaine des cités et gouvernements locaux unis d'Afrique et l'American University in Cairo/School of Global Affairs and Public Policy d'Égypte au Maroc a organisé du 11 au 18 juillet, le premier voyage d'études au Royaume du Maroc des étudiants de cette Université, a indiqué un communiqué de Presse de l'Alga.

Ce premier voyage a eu lieu sur le thème « Les principaux acteurs et institutions impliqués dans la promotion de sociétés pacifiques et inclusives : l'expérience du Royaume du Maroc ».

Un choix qui rentre dans le cadre de l'appui des gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU Afrique) à la mise en œuvre des objectifs du développement durable (ODD), particulièrement l'ODD 16, qui visent à « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes ».

Le voyage d'études organisé avec l'appui des autorités du gouvernement du Royaume du Maroc et l'Association marocaine des présidents des conseils communaux (AMPCC), et en partenariat avec l'École nationale supérieure de l'administration (ENSA) et l'Université d'Al Akhawayn (AUI).

Il permettra aux étudiants de connaître et d'échanger avec les institutions contribuant à la promotion et à l'ancrage de la bonne gouvernance au Maroc ; Découvrir la place et le rôle de la décentralisation et de la gouvernance locale au Maroc, à travers la visite aux différentes catégories de collectivités territoriales (région, préfecture, province, commune) ; Apprendre des institutions chargées de promouvoir et de moderniser l'administration publique et la Fonction publique au Maroc ; Discuter des opportunités de partenariat et de collaboration entre instituts de formation et le renforcement des capacités.

La délégation de l'American University in Cairo/School of Global Affairs and Public Policy (AUC/GAPP) d'Égypte (AUC/GAPP) est composée de 25 personnes qui prendront part aux différentes activités programmées par Alga sur une durée de huit jours entre les villes de Rabat, Ifrane et Marrakech.

Charlem Léa Legnoki

PROJET DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES

Restitution de l'atelier de gestion des inondations et d'assainissement

Placé sous l'autorité de Disso Bakonga, secrétaire général du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, cet atelier de restitution du 1er comité de pilotage du projet drainage des eaux pluviales, qui sera financé par l'AFD (Agence française de développement), a porté sur l'analyse et l'adoption des rapports de démarrage de la phase 1 du schéma directeur de drainage pluvial et du diagnostic de la situation existante réalisé par le bureau d'études Artelia Comète chargé des études de faisabilité dudit projet.

Commencé à Brazzaville, ce projet de gestion des inondations et d'assainissement s'est étendu à Pointe-Noire. Il sera financé, dans

jet qui va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations a pour objectifs de faire face à l'insalubrité des quartiers

usées et les déchets solides; renforcer la connaissance hydraulique au niveau national.

C'est le 26 janvier dernier qu'a été lancée sa première phase qui concerne le schéma directeur. Celle-ci est constituée de deux étapes : le diagnostic de la situation existante en matière d'eaux pluviales sur la ville, qui vient d'être réalisé, et une étude de faisabilité d'évacuation des eaux pluviales (rivières et drains), y

qui ont été présentés.

Ces documents, a indiqué Philippe Bakoubi, chef du département aménagement du territoire du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Délégation générale aux Grands travaux (maître d'ouvrage du projet), sont d'une grande importance pour la réalisation du projet. L'étude du schéma directeur va couvrir l'ensemble de la ville. Mais, pour l'instant, elle ne concerne que les zones prioritaires, notamment les 5 rivières concernées par le projet, à savoir la Songolo, la Tchinouka, la Tchikobo, la Loya, et l'eau claire.

Il ressort des résultats présentés dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre réalisée par Artelia que les inondations sont récurrentes à Pointe-Noire en raison, entre autres, de l'occupation de la zone d'emprise des rivières, la mauvaise gestion des déchets solides et des eaux usées, la pollution des rivières, les érosions, l'insuffisance des ouvrages collectifs de drainage des EP, le mauvais état des collecteurs primaires dont la plupart sont bouchés, envahis par les déchets, le sable, les herbes.

Les solutions envisagées sont à l'étude et la présence d'Averda, société chargée de l'assainissement de la ville depuis quelque temps, a été saluée. Celle-ci devrait s'occuper de l'entretien du réseau de drainage secondaire et tertiaire. Ce qui devrait améliorer les choses, mais cela nécessite une certaine connaissance et un suivi, a précisé Jean Luc Rahuel

du bureau d'études Artelia.

La réalisation du projet va nécessiter beaucoup d'expropriations des habitations construites dans la zone d'emprise des rivières (sur 25 mètres au moins). Leur financement ainsi que celui des services de déchets étant du ressort de l'État, Alain Pouet, chargé des projets et infrastructures de l'AFD Congo, a souhaité qu'il trouve un niveau minimal d'expropriation pour une réponse effective au problème de gestion d'inondation à Pointe-Noire «L'AFD ne finance pas les expropriations, elles sont à la charge de l'État congolais», a-t-il insisté. La deuxième phase du projet portera sur les études d'avant-projet sommaires et détaillées, des études d'impacts environnemental et social, le plan de gestion environnemental et social des ouvrages étudiées en 2009 et définies comme prioritaires en 2017. Ledit projet sera présenté au conseil administratif de l'AFD en septembre prochain à une condition que les résultats des études de faisabilité de l'avant-projet détaillé soient disponibles pour permettre son démarrage en 2018, a précisé Sophie Derudder, responsable infrastructures de l'AFD. Les exposés ont été suivi d'un échange avec le comité de pilotage du projet constitué des membres du conseil départemental et municipal, des responsables de la mairie, des administrateurs maires d'arrondissements et des directeurs départementaux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



De gauche à droite, Pouet, Disso Bakonga, Philippe Dikobi lors de l'atelier / crédit photo Adiac

le cadre du contrat de désendettement, à hauteur de 40 millions (24 milliards de francs CFA) par l'AFD et intègre le cadre de la modernisation de la ville. Ce pro-

populaires de la ville sujets à des inondations, des eaux stagnantes et des érosions ; renforcer les capacités des services municipaux à gérer les eaux pluviales, les eaux

compris des recommandations sur la lutte contre les érosions et le zonage de l'assainissement. Cette deuxième étape sera lancée après approbation des rapports

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**

Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

FC Kondzo tenu en échec par le FC Nathaly's

Le FC Kondzo et le FC Nathaly's ont fait jeu égal le 15 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat 1-1 en ouverture de la 26e journée de la Ligue 1 congolaise.

Cette 26e journée va se poursuivre le 19 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat et Marien-Ngouabi. A Brazzaville, la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP) accueillera l'AS Kimbonguela (ASK) et à Owando, l'AS Otoho recevra l'Etoile du Congo. Le jeudi 20 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, Interclub

affrontera l'AS Cheminots puis en seconde rencontre les Diabes noirs en découvrant avec La Mancha. Samedi 22 juillet à Brazzaville, la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) jouera contre Patronage Sainte-Anne puis Tongo FC sera aux prises à Saint-Michel de Ouenzé (SMO). Au complexe sportif de Pointe-Noire, Ni-

co-Nicoyé recevra le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) puis au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie, les Jeunes Fauves affrontent l'Athlétic club Léopards.

La 27e journée prendra le relais le 23 juillet. L'Interclub accueille La Mancha puis l'Etoile du Congo sera aux prises à l'AS Cheminots. Le 25 juillet toujours à Brazzaville, le FC Kondzo affrontera Patronage Sainte-Anne puis en seconde rencontre la

JST recevra ASK. Le 26 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, SMO affronte Cara. Au Complexe sportif de Pointe-Noire, le FC Nathaly's accueillera la JSP et Nico-Nicoyé affrontera Tongo FC. Au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie, les Jeunes Fauves recevront les Diabes noirs avant la rencontre AC Léopards-AS Otoho.

La 28e journée débute le 29 juillet. La JSP affrontera les Jeunes Fauves et en seconde explication SMO

croisera l'AS Otoho. Le 31 juillet, Etoile du Congo recevra le FC Nathaly's puis en seconde heure, Diabes noirs en découvrira avec ASK. A Pointe-Noire, La Mancha accueillera Tongo FC. Le 1er août, le FC Kondzo recevra AC Léopards de Dolisie avant Patronage Sainte-Anne-Cara. A Pointe-Noire, Nico-Nicoyé jouera contre l'Interclub puis l'AS Cheminots sera aux prises à la JST.

James Golden Eloué

FOOTBALL,

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ladislav Douniama était titulaire lors de la victoire de l'équipe de l'UNFP face à Troyes (1-0). Remplacé à la pause, comme huit de ses coéquipiers, alors que le score était vierge. Comme lors du précédent match de l'Estac, Randi Goteni n'a pas joué.

Durel Avounou était titulaire lors du succès, aux tirs au but (1-1, puis 4-3) de Caen sur Le Havre. Aligné dans l'entrejeu, Avounou est sorti à la pause, alors que Brice Samba a fait ses premiers pas dans les buts caennais. Dans les rangs adverses, Bevic Moussiti Oko, absent lors des 2 matchs précédents, est entré à la 85e et a transformé son tir au but. En vain, car Samba, pour son baptême du feu, déjà décisif à la 77e, a arrêté la première tentative havraise.

Tobias Badila était titulaire lors de la défaite de Nancy face à Strasbourg (0-1). Remplacé en seconde période par Ryan Bidounga. Yann Mabella n'a pas joué.

Sans Arnold Bouka Moutou, ni Eden Massouema, ménagé, Dijon est corrigé par Saint-Etienne (0-4). Remplacant, Dylan Bahamboula est entré à la 74e.

Brest s'incline face à Rennes (1-2). Remplacant, Exaucé Ngassaki est entré en jeu à la 62e. Buteur à la 50e, Faitout Maouassa, titulaire, est remplacé au même moment côté Rennais.

Sans Morgan Poaty, mais avec Bryan Passi aligné durant la seconde période, Montpellier s'incline face à Rodez (0-1, but inscrit à la 80e).

Non retenu pour le match OL-Celtic Glasgow (4-0), Alan



Pour sa première apparition sous le maillot de Caen, Brice Samba junior a brillé avec un arrêt à la 77e et un tir au but arrêté (@www.smcaen.fr)

Dzabana est entré avec la réserve lyonnaise face à Chasselay. Et a marqué, sur penalty, le 2e but de son équipe (2-1 score final).

Remplacant, Jordi Mboula est entré à la 63e lors du succès de Monaco face à Stoke City (4-2). Le score était alors de 3-0. Yhoan Andzouana, qui n'effectue pas la préparation avec l'équipe première, était absent.

Mmatches amicaux

Sylver Ganvoula est entré lors de la 2e période lors du succès d'Anderlecht face à Lierse (2-0). Adversaire des Mauves en Super

Coupe de Belgique, le 22 juillet, Zulte-Waregem s'est incliné face à Waasland-Beveren (0-1). Blessé au genou, Marvin Baudry n'a pas joué.

Yves Pambou était titulaire lors du match nul du DAC Dunajska Streda face à Zlin (0-0). Remplacé à la 72e lors de ce dernier match de préparation. Prochaine échéance le 22 juillet face à Podbrezova à l'occasion de la 1re journée du championnat slovaque.

Sans Prince Oniangué, qui n'a pas été emmené en Autriche pour le stage des Wolves, Wolverhampton bat le Viktoria Plzen

(2-1). Amine Linganzi était titulaire lors du match nul de Swindon Town face à Oldham Athletic (1-1). Remplacé en cours de 2e période.

Christoffer Mafoumbi a joué la 2e mi-temps du match remporté par Blackpool face à Southport (3-1).

Floydin Baloki et le Germania Halberstadt l'emportent 1-0 contre le Borussia Hildesheim. Sans Francis N'Ganga, en instance de départ, Charleroi fait match nul avec Amiens (1-1). Sans Maël Lépicié, Roulers arrache un nul prometteur face à Ostende (1-1).a

Sans Yannick Loemba, Kayserispor bat Konyaspor 2-1.

A l'essai du côté de l'Uniao Madeira (2e division portugaise) Allan Kimbaloula a délivré une passe décisive lors du succès des insulaires face au CSD (3-0).

Sans David Sambissa, Twente fait match nul avec Hanovre (0-0).

Ligue Europa, match aller du 2e tour préliminaire

Bonne opération du Bnei Yehuda Tel Aviv : le nouveau club de Mavis Tchibota fait match nul 1-1 sur le terrain de Trencin, 4e du championnat slovaque. Remplaçant au coup d'envoi, l'international Espoirs congolais est entré à la 63e alors que le score était acquis.

Si l'équipe israélienne prend une option pour le match retour, le 20 juillet à Tel Aviv, attention toutefois : lors du tour précédent, les Slovaques l'avaient emporté 3-0 à l'extérieur au match retour contre les Géorgiens du Torpedo Kutaisi.

Bulgarie, 1re journée, 1re division

Kévin Koumba est entré à la 56e lors du match nul obtenu par le CSKA Sofia sur le terrain du Slavia (1-1). Son équipe menait au score lors de son apparition sur la pelouse, mais les locaux ont égalisé à la 62e.

Ukraine, 1re journée, 1re division

L'Olimpik Donetsk débute par un succès sur le terrain d'Oleksandria (2-0). Emmerson Illoy-Ayyet n'était pas dans le groupe.

Camille Delourme